



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE



UNIVERSITE MOULOU D MAMMERI DE TIZI-OUZOU

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, DE GESTION ET DES SCIENCES
COMMERCIALES

DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES

Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention d'un diplôme de Master en
Sciences économiques

Spécialité : Economie du développement

THEME

L'aide internationale au développement
et la réduction de la pauvreté : Cas du Niger

Réalisé par :

Djibrilla Ibrahim KARIMAN
Mahamat Saleh DAOUD

Sous la direction de :

Mr Mouloud FEKHAR

Devant le jury composé de :

Président : Mr ABRIKA Belaid, M.C.A-UMMTO

Rapporteur : Mr Mouloud FEKHAR, enseignant chercheur à l'UMMTO

Examineur : Mr KHAZNADJ Mohamed, enseignant chercheur à l'UMMTO

Année universitaire : 2019-2020

REMERCIEMENT

Nous remercions notre encadreur Mr. Mouloud FEKHAR pour ses conseils, sa disponibilité et son soutien tout au long de ce travail.

Nos remerciements vont également aux membres du jury, qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Nos remerciements s'étendent à tous les enseignants de la FSECG qui ont contribué à notre formation.

Nous adressons notre reconnaissance à toutes nos familles ainsi qu'à tous nos amis et toutes les personnes qui d'une manière ou d'une autre nous ont aidés à réaliser ce travail.

DEDICACE

A nos chers parents

Sigles et Abréviation

ACP : Afrique Caraïbe et Pacifique

AFD : Agence Française de Développement

AID : Aide Internationale au Développement

APD : Aide Publique au Développement

AIDHB : Aide Internationale au Développement par Habitant

BAD : Banque Africaine de Développement

BIA : Banque Inter Américaine

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

BM : Banque Mondiale

BW : Bretton Woods

CAD : Comité d'Aide au Développement

CE : Commission Européenne

DCD : Direction pour la Coopération pour le Développement

FMI : Fonds Monétaire International

IDH : Indice de Développement Humain

INS : Institut National de Statistique (Niger)

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

MCO : Moindres Carrés Ordinaires

NU : Nations Unis

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONU : Organisation des Nations Unies

PAM : Programme Alimentaire Mondiale

PAS : Plan d'Ajustement Structurel

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PMA : Pays les Moins Avancés

PNUD : Programme de Nations Unies pour le Développement

PNUE : Programme des Nations Unis pour l'Environnement

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PSD : Pays Sous-Développés

RNHB : Revenu National par Habitant

SD : Sous-Développement

TC : Taux de Croissance

UE : Union Européenne

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unis pour les Réfugiés

UNICEF : Fonds des Nations Unis pour l'Enfance

UNIDO : Organisation des Nations Unis pour le Développement Industriel

Liste des graphiques, figures et tableaux

Liste de graphes

Graphe 1 : Evolution historique de montant de l'AID (prix constants, millions US de dollars).....	20
Graphe 2 : Evolution de l'AID multilatérale et bilatérale (prix constants, millions US de dollars).....	23
Graphe 3 : AID des institutions multilatérales (prix constants, en millions de dollars US).....	31
Graphe 4 : Répartition d'AID par région (prix constants, millions US de dollars).....	33
Graphe 5 : L'aide allouée aux secteurs sociaux.....	54
Graphe 6 : Evolution de l'AID au Niger.....	72

Liste des figures

Figure 1 : Aide Bilatérale et Multilatérale	22
Figure 2 : Cercle vicieux de la pauvreté.....	47

Liste des tableaux

Tableau 1 : Apports nets d'AID des pays donateurs membre du CAD (prix constants, millions US de dollars en 2018).....	27
Tableau 2 : les interprétations théoriques de l'aide	39
Tableau 3 : Evolution de l'AID% du PIB	75
Tableau 4 : Données avec Logarithme base 10.....	78
Tableau 5 : Corrélation entre variables	81
Tableau 6 : Récapitulatif du modèle	82

Sommaire

<i>REMERCIEMENT</i>	2
<i>DEDICACE</i>	3
Sigles et Abréviation	4
Liste des graphiques, figures et tableaux	6
Sommaire	7
Résumé :	9
INTRODUCTION GENERALE	11
Chapitre 1 : FONDEMENTS THEORIQUES DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT	16
Section 1: Aspect conceptuel de l'aide : historique et définition	17
Section 2: Origines institutionnelles de l'aide au développement.....	25
Section 3: Les déterminants de l'allocation de l'aide.....	34
Conclusion	42
Chapitre 2: ANALYSE DE LA RELATION THEORIQUE ENTRE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT ET LA PAUVRETE	43
Section 1: Les modèles explicatifs de l'aide	44
Section 2: Aide et lutte contre la pauvreté.....	50
Section 3: Revue littéraire sur l'efficacité de l'aide	60
Conclusion	63
Chapitre 3 : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT : CAS DU NIGER	65
Section 1: Présentation générale du Niger.....	66
Section 2: Contexte de l'aide au Niger.....	71
Section 3: Etude empirique	76
Conclusion	85

CONCLUSION GENERALE.....	86
ANNEXES	90
BIBLIOGRAPHIE	95
TABLE DES MATIERES	100

Résumé :

L'aide internationale au développement est un système de transfert qui lie un pays riche et un pays pauvre. Elle vise à favoriser le développement économique, promouvoir la croissance pour éradiquer la pauvreté dans les pays en développement. Le Niger comme tous les pays pauvres bénéficie également de l'aide car il ne possède pas de moyens nécessaires. Mais il reste parmi les pays les plus pauvres. Pour clarifier cela, une étude empirique est menée sur le cas du Niger, qui porte sur la contribution de l'aide au recul de la pauvreté (par le biais du revenu national par habitant). A travers un modèle économétrique nous avons essayé de mettre en relation l'aide internationale au développement par habitant, le revenu national par habitant et le taux de croissance. Elle conclut que l'aide contribue positivement et significativement à l'augmentation du revenu. Nous pouvons dire que l'aide a un effet positif et significatif sur la pauvreté au Niger. Il ressort que l'aide au développement par habitant est positivement corrélé au revenu national par habitant par conséquent toute augmentation de l'aide entraîne une augmentation du revenu. L'étude nous a aussi permis de montrer que le Niger a besoin du financement extérieur pour son décollage économique qui entraînera une amélioration du revenu de la population, c'est pour quoi, l'aide au développement reste un appui important pour le Niger. Nos conclusion plaident pour une aide spécifique à chaque pays et un élargissement des partenaires afin d'augmenter le montant alloué et tirer des meilleurs résultats.

Mots-clés : Aide internationale, Pauvreté, Revenu, Niger

Abstract :

International development assistance is a transfer system that links a rich country and a poor country. It aims to promote economic development, power growth and to eradicate poverty in developing countries. Niger, like all other poor countries, also benefits from aid because it does not have necessary and sufficient resources and means to boost its development and that makes it still remains among the poorest countries. To clarify this, we have conducted an empirical study for the case study of Niger, which examines the contribution of aid to poverty reduction (through national income per capita). Through an econometric model we have tried to relate development aid per capita, national income per capita and GDP growth rate. We concluded that the international aids contribute positively and significantly to increasing poverty reduction. We can say that aids have a positive and significant effect on poverty in Niger. Also, it appears that development aid per capita is positively correlated with national income per capita, so any increase in aid leads to an increase in income. The study also allowed us to show that Niger needs external financing for its economic take-off which will lead to an improvement in the income of the population, which is why development aid remains an important support for Niger. Our conclusions call for different aid packages from countries and increasing partners in order to widen the amount resources available to achieve better results.

Keywords: International aid, Poverty, per capita Income, Niger



INTRODUCTION GENERALE

Après la seconde guerre mondiale, le financement de l'économie à travers l'aide voit le jour. L'origine de l'aide découle du plan Marshall¹ ayant pour objectif la reconstruction de l'Europe. Les économies mondiales se retrouvent dans un marasme dû aux effets de la seconde guerre mondiale, de ce fait, il faut une réorientation des politiques économiques afin de mettre en place un nouveau processus de croissance. Avec la création des institutions internationales² qui ont pour objectif de promouvoir le développement, l'aide internationale intervient pour financer les économies en difficulté.

C'est dans cette perspective que durant les années 60, plusieurs Etats africains accèdent à leur indépendance et se voient dans la nécessité d'entamer un processus de développement. Plusieurs grands projets d'investissement apparaissent tels que la construction des infrastructures de base, la création des entreprises publiques. C'est pourquoi, tous ces investissements nécessitent des ressources importantes, mais la question de financement de ces projets se pose aux Etats africains, car les ressources internes sont insuffisantes. La majorité des Etats se tourne vers l'extérieur pour recevoir des appuis afin de leurs permettre d'acquérir des financements. Les pays vont donc faire appel aux bailleurs de fonds pour obtenir des soutiens. C'est ainsi que dans la majorité des cas, les pays ont pu bénéficier de l'assistance constituée d'aide internationale au développement³.

Les pays développés désireux de fournir l'aide au développement (soit pour les ex-colonies) se sont tournés à cette période vers la question du développement international, notamment des pays dits en voie de développement. Cependant, l'aide aura pour but de combler l'écart entre les investissements prévus et l'épargne nationale, et remédier au manque de devises dans les économies dépendant des importations : c'est l'un des objectifs fondamentaux de l'AID.

En effet, le concept d'aide au développement désigne un outil public dont l'objectif absolu est de favoriser le développement économique essentiellement des pays les moins avancés (PMA), à travers un accroissement des financements de certains secteurs considérés

¹ Plan élaboré après les désastres de la seconde guerre mondiale qui contribua à reconstruire l'Europe.

² La conférence de Bretton Woods s'est tenue du 1er au 22 juillet 1944 (Etats-Unis), dans le cadre de la coopération pour le développement international. Cette conférence était à l'origine de la création de la BM, FMI, BIRD

³ L'aide au développement est encore appelée aide extérieure(AE), aide internationale au développement (AID), aide publique au développement (APD) ou simplement aide

comme étant d'intérêt général tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et ainsi parvenir à une amélioration du niveau de vie.

De ce fait, le Niger à l'instar des pays pauvres de la région, bénéficie d'appuis financiers qui constituent l'aide internationale. Cette aide accompagne le Niger dans l'élaboration de ses politiques de développement. En effet, l'Etat nigérien compte tenu des difficultés financières dues à l'insuffisance des ressources de financements internes, et ayant une volonté d'assurer le développement, et de réduire la pauvreté, sollicite les financements extérieurs à travers l'aide internationale au développement. On observe que la proportion des pauvres au Niger ne fait que s'accroître au fil du temps, malgré les différents soutiens financiers reçus. Avec le niveau d'extrême pauvreté qui reste très élevé à 41,4% en 2019, touchant plus de 9,5 millions de personnes⁴.

Malgré les nombreux efforts de développement en direction du Niger, la situation ne s'est guère améliorée, au contraire, on y note une dégradation de la situation économique et sociale, amenant à l'extrême pauvreté. Selon le rapport de l'UMEOA (1990), le PIB annuel par habitant est estimé à 172 \$US, ce qui place le Niger au 161e rang sur 162 pays. Entre 1990 et 2000, le PIB réel par habitant a baissé de 1,4 % par an, ce qui permet de conclure que la pauvreté monétaire s'est étendue et accentuée. Le pourcentage de personnes vivant avec moins d'un dollar US par jour est estimé à 74,4 %, soit trois personnes sur quatre. La place occupée par le Niger dans le classement des pays selon le niveau de l'Indice de développement humain (IDH) renseigne sur le faible niveau du bien-être de ses populations. Selon le PNUD, En 1999, il était classé 173ème sur les 174 pays retenus et occupe la queue de peloton en 2014, 2019 c'est-à-dire 189^e sur 189 pays classés avec un score de 0,377. Plus de la moitié de la population totale du pays vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté extrême.⁵ La famine, la malnutrition, l'accès à l'éducation, au logement, santé, le faible revenu, les maladies ... gagnent le terrain au Niger. Le pays continue à bénéficier de l'AID pour booster son économie et réduire ainsi la pauvreté. C'est pour quoi se pose la problématique de l'impact de l'aide sur la pauvreté au Niger. Certains économistes du développement perçoivent l'aide comme une alternative pour amorcer le processus de développement des pays sous-développés, ainsi des nombreux travaux ont été menés pour voir si l'aide promeut le développement du Niger. Néanmoins, ces recherches n'ont pas été axées spécifiquement

⁴ RAPPORT ANNUEL Banque Mondiale « Mettre fin à la pauvreté, investir dans les opportunités » 2019

⁵ Source banque mondiale données sur le Niger, 2010

sur l'effet de l'aide sur la réduction de pauvreté, et la lutte contre la pauvreté constitue un centre de toute politique économique avec les OMD, cela constitue l'intérêt de notre travail de recherche.

L'État nigérien, compte tenu de ces difficultés financières et du manque des moyens en général et vu sa grande responsabilité à impulser le développement du pays et partant à réduire la pauvreté, n'a d'autre choix que de solliciter les financements extérieurs à travers l'AID. Par conséquent, avec la persistance de la pauvreté en dépit des multiples efforts financiers consentis par les bailleurs de fonds, amène à s'interroger sur l'effet de l'aide à améliorer les conditions de vie. Cela nous conduit à réaliser une étude qui vise à répondre à la **problématique** suivante :

L'aide est-elle en mesure de contribuer à la réduction de la pauvreté ?

Pour répondre à cette problématique deux hypothèses sont élaborées :

- **L'AID a un effet sur le RNHB de la population nigérienne.**
- **L'AID améliore le taux de croissance du Niger.**

L'objectif fondamental de ce travail est d'analyser l'aide au développement et sa contribution sur la réduction de la pauvreté afin d'identifier son effet sur l'amélioration de niveau de vie de la population nigérienne à travers le revenu national par habitant (RNHB). Ce travail est centré sur le Niger car comme expliqué précédemment, c'est l'un des pays pauvres qui reçoit de l'aide, cela nous semble plus intéressant à étudier. De nos jours on parle beaucoup du phénomène de la pauvreté notamment dans les pays en voie du développement et les moyens à mettre en place pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui reste un défi majeur à relever pour assurer des meilleures conditions de vie aux populations les plus vulnérables.

Notre étude est basée principalement d'une part sur une partie théorique axée sur la recherche documentaire qui consiste à étudier les soubassements théoriques de l'aide au développement. D'autre part, sur une autre partie empirique qui consiste à collecter des données émanant d'institutions nationales et internationales sur l'aide au développement et sur la pauvreté au Niger afin d'effectuer un traitement de données. Il sera question de procéder à une étude empirique en analysant les résultats issus de cette étude dans le but de tirer une conclusion et au besoin de faire des recommandations.

Ce travail s'articule autour de trois chapitres :

CHAPITRE I : FONDEMENTS THEORIQUES DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT. Il s'agit dans ce chapitre de cerner les concepts relatifs à la notion d'AID et connaître ses fondements théoriques.

CHAPITRE II : ANALYSE DE LA RELATION THEORIQUE ENTRE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT ET LA PAUVRETE. Il s'agit de comprendre la pauvreté et les objectifs assignés pour réduire de moitié ce phénomène, de la mettre en relation avec l'AID, en passant par la croissance économique et aussi voir l'efficacité théorique de l'aide.

CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT: CAS DU NIGER. Il est question d'analyser, interpréter, la corrélation qui existe entre l'AID et la pauvreté, ce qui permet d'identifier la capacité de l'aide à réduire la pauvreté au Niger par le biais du RNHB.

Chapitre 1

FONDEMENTS THEORIQUES DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT

L'aide internationale au développement constitue un transfert qui remonte à plusieurs décennies. Ainsi, cette notion a connu une évolution et a pris plusieurs formes dont son octroi est soumis à certaines conditions. Principalement destinée à aider les pays en voie de développement, à améliorer leurs conditions de vie et mettre en place des politiques de développement, l'aide profite à un certain nombre de pays définis par le Comité d'Aide au Développement (CAD).

Dans ce premier chapitre, il s'agit de passer en revue les sources historiques et définir les différents concepts de l'AID, pour se familiariser avec divers concepts qui seront développés dans le prochain chapitre, ainsi que les principales institutions, la motivation des donateurs; et enfin les différents critères qui déterminent les pays bénéficiaires.

Section 1: Aspect conceptuel de l'aide : historique et définition

L'AID est née dans différents contextes qui ont permis son émergence. Tout cela a permis l'explication et la redéfinition de la notion de l'aide. Dans cette section nous allons voir l'historique de l'aide, sa définition et ses formes.

1.1.1 Historique

L'aide au développement a connu une évolution pendant une longue période et sous différents contextes. L'aide au développement est née au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, dans un contexte marqué par la guerre froide, le début des indépendances et la nécessité de reconstruction de l'Europe et de l'Asie. Les premiers versements d'aide au développement apparaissent cependant, dès le XIX^{ème} siècle⁶. De ce fait, la leçon est retenue après la seconde guerre mondiale avec la conférence de Bretton Woods (BW), le Britannique J.M.Keynes et le gouvernement américain imposent leur vision d'un nouvel ordre économique fondé sur la coopération monétaire, commerciale et financière à travers la création du Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Plus tard en 1945 à San Francisco, l'ONU est créée pour assurer la paix et protéger le droit de l'homme.

Toutefois, le discours du président Truman marque indubitablement le point de départ de l'institutionnalisation de l'aide publique occidentale. La politique américaine à travers le

⁶ Y. Mahamane, « l'impact de l'aide publique au développement sur les politiques publiques des pays de l'Afrique de l'Ouest », thèse de doctorat en droit, université J.M Lyon 3, 2010, p13.

Plan Marshall est à l'origine de l'aide au développement avec le fameux point IV du discours du président TRUMAN :

« Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès scientifique au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens »⁷.

Le 5 juin 1947 le président Truman signe le plan Marshall, du nom de secrétaire de l'Etat qui l'annonça dans une conférence à Harvard. Quinze milliards de Dollars seront transférés en quatre ans vers l'Europe pour sa reconstruction soit 1,16% du PIB global américain sur cette période⁸.

Ce plan mis en place pour reconstruire l'Europe est financé par les Etats-Unis à hauteur de 2,5% de leur PIB, ayant des objectifs multiples : répondre aux horreurs de la seconde guerre mondiale, prévenir une nouvelle crise économique mondiale, combattre le communisme notamment dans les pays du tiers monde et tenter un contrôle américain sur la politique et l'économie mondiale.

C'est dans ce contexte que l'environnement international était propice aux financements des Etats riches vers les Etats pauvres. A la fin des années 1950, l'aide internationale au développement est dominée par l'action américaine en Europe et au Japon. Par la suite, au début des années 1960 avec la vague des indépendances africaines, l'aide prend son essor par la multiplication des pays donateurs et des pays bénéficiaires. Durant cette même période, l'aide fait naître un grand espoir au niveau des populations africaines qui espéraient enfin un développement socio-économique. Depuis plusieurs siècles, les transferts de fonds existent, mais nous ne pouvons pas parler des AID car ces financements étaient de

⁷RIST. G, « *Le développement : une histoire d'une croyance occidentale* », Presse de Science Po, Paris, 1996, p. 118, (extrait du discours prononcé le 20 janvier 1949 cite par Rist. G, la page 118.)

⁸ CHARNOZ O., SEVERINO J-M. « L'aide publique au développement », cairn info, 2007

nature privés qui avaient pour objectifs le profit du à l'absence des institutions spécialisées en aide comme celles du Bretton Woods.

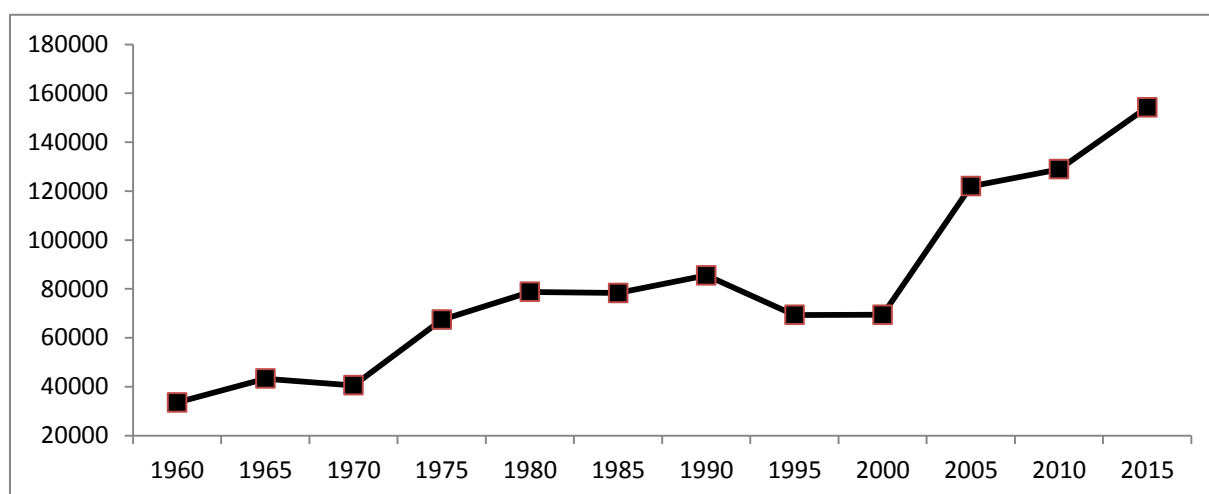
Toutefois, ce concept prendra une nouvelle dimension à partir des années 60, selon l'OCDE, dans le cadre de la décolonisation où les pays développés gardent un lien avec les anciennes colonies en leurs accordant de l'aide dans une logique d'influence géopolitique, et éviter entre autres que ces pays ne tombent sous l'influence de l'URSS. En 1961, le CAD est fondé, une structure de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) créée dans le but de recenser les statistiques et fluidifier les échanges de bonne pratique.

Dès lors, l'intervention du CAD a été plus que bénéfique dans les engagements internationaux pour le développement. En effet, elle est définie selon l'OCDE d'enceinte internationale où les représentants des pays membres du CAD et des organisations multilatérales (telle que la BM) se réunissent avec le soutien de la Direction pour la Coopération pour le Développement (DCD), pour aider et améliorer les pays en développement à faire reculer la pauvreté de manière significative pour une « vie meilleure ».

Enfin, l'AID connaît depuis les années 90 un changement, avec la mondialisation, elle est redéfinie et tente de renforcer l'équité sociale, l'efficacité économique et la viabilité environnementale.

L'aide a connu une évolution depuis sa naissance avec des fluctuations sur le montant d'octroi. Le graphe suivant retrace l'évolution historique de la valeur de l'AID de 1960 à 2015

Graphe N°1 : Evolution historique du montant de l'AID au niveau mondial (prix constants, millions US de dollars)



Source : Elaboré par nous-même sur la base des statistiques en ligne de l'OCDE, 2018

D'après ce graphique, il est constatable que le montant de l'aide ne cesse d'augmenter depuis les années 60. Ainsi en 1960, le montant de l'aide était de 33503,73 millions US de dollars pour connaître une hausse considérable de 154220,67 millions US de dollars en 2015; cela montre les efforts des donateurs pour atteindre les objectifs assignés permettant l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires. Les OMD fixés aux années 2000 ont considérablement augmenté les montants alloués à l'aide, comme le montre la courbe, ils passent de 69434,25 millions US de dollars, 121971,62 millions US de dollars à 128913,5 millions US de dollars respectivement en 2000, 2005, 2010.

En effet, tous ces événements constituent des facteurs d'émergences de l'aide et ainsi cela a permis aux bailleurs de fonds de conceptualiser et définir les notions liées à ce concept.

1.1.2 Définition

La notion d'aide au développement est perçue sous plusieurs aspects selon Olivier Charnoz et Jean-Michel Severino, « *Le terme aide publique au développement a une double signification. Il désigne d'une part un système international de transferts des ressources publiques qui met en contact des pays donateurs et des pays bénéficiaires. Il renvoie d'autre part à un agrégat statistique précis, objet de débats conçu dans le but de mesurer l'activité de*

ce système »⁹. Ces deux(2) auteurs précisent aussi que l'aide publique au développement est « une activité par laquelle des pays font transiter vers d'autres des ressources publiques en vue de contribuer à leur développement ».

L'aide est gérée par le CAD, qui est la principale instance chargée des questions relatives à la coopération avec les pays en voie de développement à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

La littérature économique retient plusieurs définitions de l'aide, dont celle du CAD de l'OCDE, en caractérisant celle-ci comme « des dons, (n'entraînant pas une obligation juridique de remboursement pour le bénéficiaire), et des prêts, (entraînant toutefois le remboursement de la somme transférée), préférentiels prévus au budget et transférés des pays riches vers les pays en voie de développement ».

De façon plus systématique, un rapport de l'INSEE publié le 13 octobre 2016, définissant l'AID comme « l'ensemble des dons et des prêts à conditions très favorables (nets des remboursements en capital) accordés par des organismes publics aux pays et aux territoires figurant sur la liste des bénéficiaires du comité d'aide au développement »¹⁰

C'est dans cette logique, que l'Agence Française Développement (AFD) propose de définir l'aide, comme étant un outil public dont l'objectif absolu est de favoriser le développement économique essentiellement des pays les moins avancés (PMA), à travers un accroissement des financements de certains secteurs considérés comme étant d'intérêt général tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, mais également dans certains cas, des guerres civiles (à travers l'armement), et ainsi parvenir à une amélioration du niveau de vie. Autrement dit, il s'agit d'un transfert financier d'un Etat considéré comme étant « développé » vers un autre Etat dit « sous développé » pour en théorie, favoriser son développement à long terme.

Les apports extérieurs d'aide, qualifiés de « aide publique au développement » régulièrement octroyés aux pays pauvres proviennent de différentes sources qu'on peut classer en deux grands sous-ensembles : les bailleurs de fonds multilatéraux, constitués

⁹ CHARNOZ O., SEVERINO J-M., « L'aide publique au développement », La Découverte Collection Repères, Paris, 2007, P7

¹⁰ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1430>, consulté le 18 mai 2020 à 18H23mns.

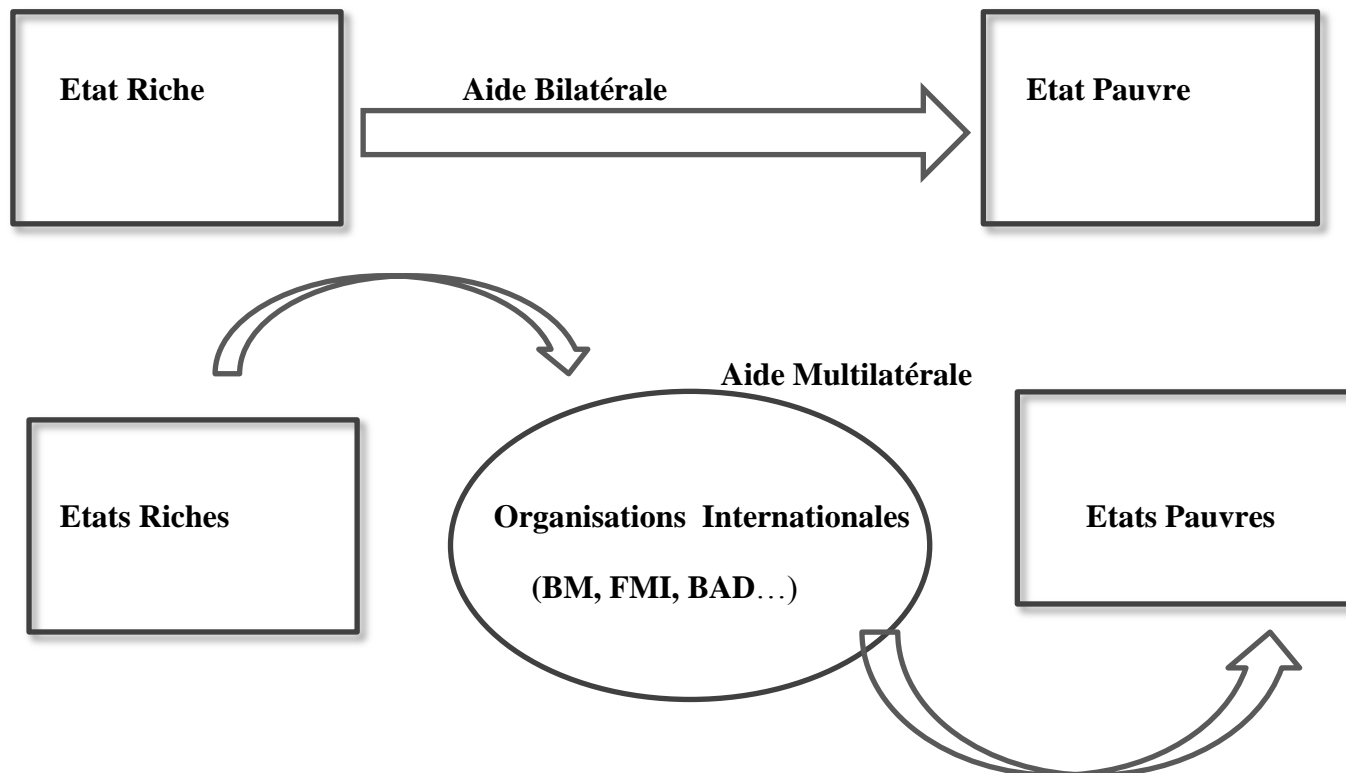
d'institutions internationales et les bailleurs de fonds bilatéraux, constitués d'institutions étatiques. On distingue :

L'aide multilatérale qui transite par les biais des organisations internationales BM, FMI, BIRD, ONU, AID, PNUD, BAD... car sa gestion est prise en charge par une structure qui dépend de plusieurs Etats.

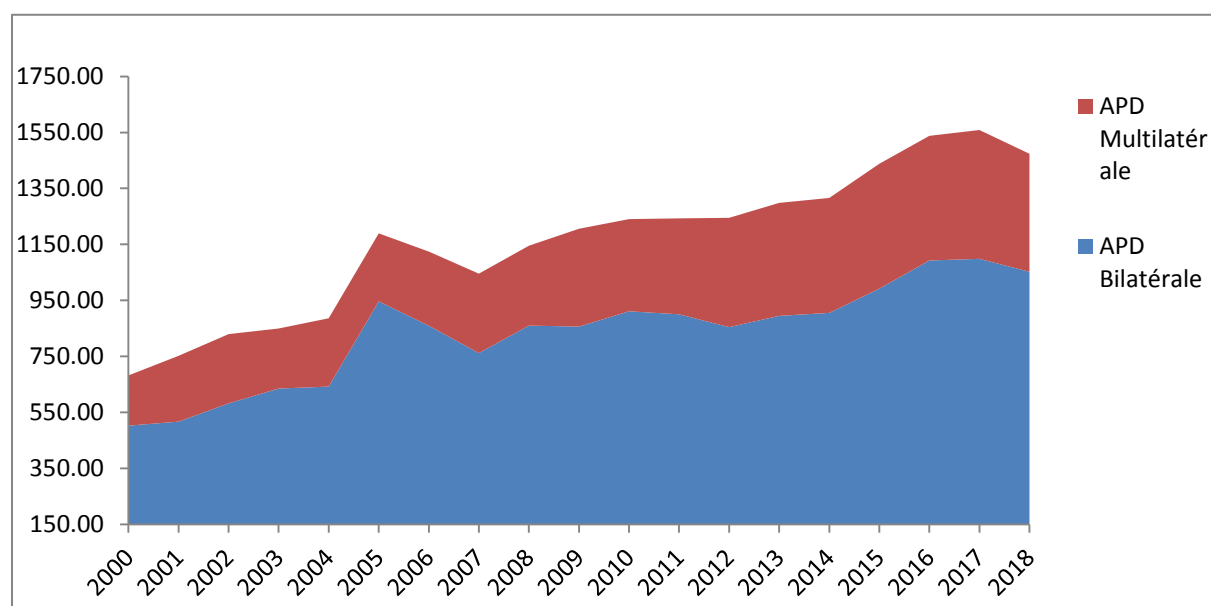
L'aide bilatérale : elle constitue des transferts effectués entre deux pays (d'un pays donateur vers un pays bénéficiaire). Elle est dite : aide liée : (appelée aussi réputée), quand elle regroupe les aides qui sont conditionnées par l'achat des biens et services par le pays bénéficiaire chez les pays donateurs. Elle est non liée lorsqu'elle n'est pas conditionnée par l'achat des biens et des services. Selon l'OCDE (2006) 41.7% du total de l'AID est non liée.

La première forme d'aide dite multilatérale permet de gérer de projets de développement à l'échelle nationale de façon à résoudre les problèmes dont la complexité et les financements dépassent la possibilité des bailleurs de l'aide bilatérale; contrairement à la coopération bilatérale qui s'intéresse généralement aux projets locaux.

Figure 1: Aide Bilatérale et Multilatérale



Graphe 2 : Evolution de l'aide multilatérale et bilatérale (prix constants, millions US de dollars)



Source : Elaboré par nous-même sur la base des statistiques en ligne de l'OCDE, 2018

Les efforts consentis par les bailleurs de fonds bilatéraux ont fortement accru et occupent une part importante dans l'aide globale. D'après le CAD, l'aide bilatérale représente 2/3 de l'aide globale et le montant de l'aide multilatérale ne représente que 1/3. Le graphique nous montre que sur le montant octroyé durant la période de 2000 à 2018, la grande part est octroyée par les pays ; et une autre part transite par les institutions internationales. En 2018 l'aide bilatérale est de 105220,66 millions US de Dollars contre 42156,58 millions US de dollars d'aide multilatérale. Cela s'explique par le fait que les pays préfèrent eux même octroyer l'aide pour avoir une influence politique, économique, de ce fait le montant de l'aide bilatérale est plus important que l'aide multilatérale. L'aide bilatérale est attirée par des logiques d'intérêt d'influence ou de proximité du donateur et aussi l'aide ne dépend que des conditionnalités du donateur. Contrairement à l'aide multilatérale transite par des institutions promotrices du développement et attirée par une logique d'efficacité. Nous allons voir plus de précision dans les logiques d'octroi d'aide dans la section (3).

1.1.3 Types d'aide

L'aide est constituée de différentes formes et peut être en nature ou des ressources financières. Ainsi, elle peut être constituée de capitaux financiers, elle englobe également les biens et services, les compétences et les technologies qui sont transférés aux pays en développement.

- **aide humanitaire d'urgence** : a pour but de secourir le plus rapidement possible les souffrances des populations affectées par des désastres d'origine humaines (troubles politiques, guerre civile) ou naturelles (séisme sècheresse inondation) ;
- **aide au développement alimentaire** : Le plus souvent le terme fait référence aux dons de produits agricoles reçus des pays riches au profit des populations du Tiers-monde qui ont un besoin manifeste¹¹. Selon le PAM¹², 20% de la population mondiale souffre de sous-alimentation chronique. C'est une aide qui vise à renforcer la sécurité alimentaire des pays bénéficiaires, elle est constituée des dons des produits agricoles destinés aux populations qui ne parviennent pas à subvenir à leur besoin. L'aide au développement alimentaire aide les pays à faire face à leurs besoins prévisibles par un appui monétaire ou en nature;
- **assistance technique** : également appelée coopération technique, elle repose sur des financements de formations (des fonctionnaires ou d'étudiants) ou la mise en disposition d'expert (auprès des ministères et des autorités locales ...). Elle vise à accroître le capital humain du pays aidé et facilite le transfert de connaissances, des compétences et des technologies;
- **aide projet** : elle est l'instrument le plus classique de l'aide et constitue environ 25% des aides bilatérales¹³. C'est la première forme qu'a prise l'aide, l'aide projet est une forme de financement accordée pour un projet donné ; elle vise à mettre en place des investissements concrets (routes, centrales électriques, réseaux téléphoniques, écoles, hôpitaux, réseaux d'eau et d'assainissement, opérations de développement rural...), à accroître l'investissement ou à améliorer le capital physique. L'une des caractéristiques tient à la forte présence du donateur qui en

¹¹ BECHE J-M « *L'aide alimentaire* », Paris, Syros, 1984, p. 7.

¹² Voir son *Rapport annuel*, 2018.

¹³ CHARNOZ O., SEVERINO J-M., « *L'aide publique au développement* », Editions La Découverte, Paris, 2007, P15.

vérifie généralement chaque étape. Elle assure la traçabilité de fonds et un suivi de qualité des réalisations des projets;

- **aide programme** : elle regroupe un ensemble d'instrument. Contrairement à l'aide projet, elle ne se concentre pas sur une action délimitée de développement mais sur des projets plus larges de nature macroéconomique ou sectorielle (santé éducation, énergie...). Les ressources de cette aide sont transférées directement aux bénéficiaires et non à des structures parallèles. C'est ainsi que l'aide programme prend plusieurs formes :
 - 1) si ces fonds compensent les soldes déficitaires de la balance de paiement ou ils soutiennent les capacités d'importations du pays on parle de soutien à la balance de paiements ;
 - 2) s'ils renforcent le budget global de l'Etat, on parle d'aide budgétaire globale;
 - 3) s'ils renforcent le budget d'une politique publique donnée, on parle d'aide budgétaire sectorielle ;
 - 4) s'ils sont libérés à travers une réduction de la dette, on parle d'allègement des dettes.

Tous ces flux se font à travers des institutions spécialisées. Ces dernières sont de deux catégories : bilatérales et multilatérales. Elles seront abordées dans la section suivante.

Section 2: Origines institutionnelles de l'aide au développement

L'octroi de l'aide au développement se fait par différentes institutions et sa destination est définie par le CAD.

1.2.1 Institutions d'octroi d'aide

L'aide internationale au développement résulte de deux sources : on distingue les bailleurs de fonds bilatéraux et les bailleurs de fonds multilatéraux

1.2.1.1 Bailleurs de fonds bilatéraux

Il s'agit principalement des pays industrialisés. Ils accordent les deux types d'aides internationales : les prêts bonifiés et les dons. L'aide bilatérale prend aussi la forme d'annulation de dettes, et d'aide humanitaire d'urgence. Ces aides sont souvent hors projet, et liées. Les principaux pays donateurs de l'aide sont les membres du CAD. Plus de 97% de

l'AID mondiale est financée par les vingt-neuf pays membres du CAD¹⁴: Allemagne, Australie, Autriche Belgique, Canada, République tchèque, Corée, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Pays-Bas, Portugal, République Slovaque, Slovénie, Royaume-Uni, Suède, Suisse. En effet, presque tous les pays développés participent aujourd'hui au financement des objectifs fixés par les Nations Unies en matière d'assistance internationale. Outre les pays industrialisés, certains pays en développement, notamment les grands pays exportateurs du pétrole participent de nos jours au financement des objectifs du développement. Ils accordent leur aide principalement dans le cadre d'accords bilatéraux avec d'autres pays en développement. On parle dans ce cas de coopération Sud-Sud. Les pays arabes du Golfe persique sont dans ce domaine très généreux. Ce sont les pays arabes exportateurs du pétrole qui constituent un groupe de donateurs d'aide dont les plus importants sont l'Arabie Saoudite le Koweït et les Emirats Arabes unis. L'Algérie et le Qatar sont également des contributeurs ainsi que par le passé l'Irak. L'AID conjointe de tous ces pays représente environ 2% de l'aide au développement mondial depuis 1990. Le niveau de cette aide est très dépendant du prix du pétrole. En 2001 avec la hausse du prix du pétrole, l'aide a connu un regain de croissance ayant triplé entre 2000 et 2004 pour atteindre plus de 2milliards de dollars.¹⁵

¹⁴ BRUNEL .S « Le Sud dans la nouvelle économie », PUF, Paris, 1994, p. 23

¹⁵ CHARNOZ O., SEVERINO J-M., « L'aide publique au développement », La Découverte Collection Repères Paris, 2007, P29-30

Tableau 1: Apports nets d'AID des pays donateurs membre du CAD (prix constants, millions US de dollars en 2018)

Pays CAD	Montant
Australie	3 149
Autriche	1 167
Belgique	2 348
Canada	4 641
République tchèque	305
Danemark	2 577
Finlande	984
France	12 840
Allemagne	25 670
Grèce	290
Hongrie	285
Islande	74
Irlande	934
Italie	5 098
Japon	10 064
Corée	2 423
Luxembourg	473
Pays-Bas	5 617
Nouvelle-Zélande	556
Norvège	4 258
Pologne	759
Portugal	388
République slovaque	138
Slovénie	84
Espagne	2 590
Suède	6 000
Suisse	3 097
Royaume-Uni	19 462
Etats-Unis	33 787

Source : OCDE, CAD 2018

On remarque à travers ce tableau, que les grandes puissances mondiales comme les Etats-Unis, l'Allemagne le Royaume-Uni, la France et le Japon ont une part importante d'aide par rapport aux autres pays membres du CAD. Certains pays viennent d'intégrer le groupe des pays donateurs définis par le CAD et donc leur contribution reste encore faible. Tous ces pays cherchent, en octroyant de l'aide, à atteindre les objectifs fixés par le CAD dans le cadre d'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté avec les OMD.

1.2.1.2 Bailleurs de fonds multilatéraux

Ils regroupent un ensemble des pays qui octroient leur aide à des conditions favorables et comporte des accords importants. L'aide des bailleurs de fonds multilatéraux, qui sont des institutions, grands défenseurs et promoteurs du développement, est axée sur la politique internationale. Ils sont constitués de : les institutions internationales onusiennes, la Commission Européenne (CE) et les banques régionales du développement.

1.2.1.2.1 Les Nations Unies (ONU)

Le système des NU créé en 1945 poursuit trois missions : le maintien de la paix, la promotion du droit de l'homme et l'aide au développement. Il joue un rôle dans l'élaboration des actions en faveur du développement. Ces objectifs mènent l'ONU à octroyer des aides aux pays pauvres à travers des fonds et des programmes spécialisés ou centrés sur des secteurs (FAO pour l'agriculture, UNIDO pour l'industrie, OMS pour la santé, PNUE pour l'environnement ...), sur des populations ciblées (UNICEF pour les enfants, UNHCR pour les réfugiés ...) ou encore sur des régions (à travers les commissions économiques). Le programme des nations unies pour le développement (PNUD) coordonne ces différents acteurs. Ces institutions sont gérées selon le principe « un pays », « une voix ».

Les apports d'aide de l'ONU prennent beaucoup plus la forme de dons, et représentent environ 20% du total des aides multilatérales¹⁶. Une autre part importante des fonds multilatéraux provient des institutions de Bretton Woods.

1.2.1.2.2 Les institutions de Bretton Woods

Ce sont des institutions issues du sommet de Bretton Woods : le FMI et la Banque mondiale. Elles réunissent les mêmes pays membres et partagent le même but : c'est de relever les niveaux de vie dans les pays. Les visions de la BM et du FMI à cet égard sont complémentaires car le FMI cherche à assurer la stabilité du système financier international ; la Banque mondiale se consacre au développement économique à long terme et à la lutte contre la pauvreté.

¹⁶ AMEWOA Agbessi Komla, « l'aide au développement aide-t-elle le développement le cas de l'Afrique subsaharienne », thèse de doctorat en sciences économiques, UNIVERSITE DE LIMOGES, 2008, P-35

• Banque mondiale

Créée en juillet 1944 lors de la conférence monétaire et financière de BW, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) communément appelée BM, est un pilier des institutions financières internationales. Elle est instituée pour faire face à la reconstruction du Japon et de l'Europe, et s'est ensuite orientée vers les pays en développement demandeurs de financements. Cinq institutions forment le groupe de la BM :

La BIRD a deux instruments d'interventions : premièrement les prêts pour financer des projets d'investissement, et soutenir les Etats dans la mise en œuvre de réformes économiques, financières, structurelles. Deuxièmement les garanties destinées à couvrir le risque de défaut de paiement du service de la dette de l'Etat, et le risque de crédit du secteur privé. Les ressources de la BIRD sont généralement destinées aux pays ayant de fortes capacités de remboursement.

La Société Financière Internationale (SFI) créée en 1956 pour financer les entreprises privées, et de créer des conditions favorables à la croissance économique.

L'Association Internationale de Développement créée en 1960, elle finance les services sociaux de pays pauvres. Son objectif est de permettre aux pays pauvres de bénéficier d'un financement sous conditions privilégiées¹⁷. Selon la BM, Seuls les pays dont le revenu par habitant n'excède pas un seuil donné (965\$ par habitant en 2005) sont éligibles à ces ressources. Environ 40% des ressources de l'association bénéficient aujourd'hui à l'Afrique sub-saharienne.

Le Centre International de Règlement des Différends (CIRD) crée en 1960, est une instance d'arbitrage indépendante dans les litiges entre gouvernements et investisseurs privés afin de stimuler les financements internationaux. L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI) créée en 1988, a pour objectifs de faciliter des investissements privés productifs en assurant la couverture des risques non commerciaux. Le premier prêt de la BM est approuvé le 25 juin 1946, accordé à la France pour un montant de 250 millions. Le plus grand prêt en terme réel de l'histoire de la banque.¹⁸

¹⁷ Il s'agit de prêts à taux quasi-nul (environ 0,5%) sur une durée de 35 à 40 ans

¹⁸ G.Olivier « l'aide publique au développement », Ed Charles Léopold Mayer, Paris, 2004, P15

• **Fond Monétaire International**

Le FMI a été créé au même moment que la BM. Son but était de garantir la stabilité du système monétaire international. Le rôle du FMI a évolué et devient un instrument de régulation financière. Il prête de l'argent aux pays qui connaissent de difficulté de financement de leur déficit de balance de paiement; ceux-ci vont en contrepartie élaborer de politique pour parvenir à l'équilibre. Aujourd'hui, il aide aussi les pays en développement à promouvoir la croissance et alléger la pauvreté.

Depuis la fin des années 1980, le FMI se consacre activement à la réduction de la pauvreté dans le monde entier en accordant une assistance financière par le biais de son mécanisme de prêts concessionnels FRPC (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance), ainsi qu'au moyen d'allègements de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur de PPTE (Pays Pauvres Très Endettés).

Le FMI accorde également depuis 1962, des aides financières d'urgence, assorties de décaissements rapides aux pays victimes de catastrophes naturelles ou sortant d'un conflit. Presque toutes les aides de la BM et du FMI se font par prêts, donc remboursables.

1.2.1.2.3 Commission Européenne (CE)

L'aide de la Commission Européenne (CE)¹⁹, aujourd'hui Union Européenne (UE), a principalement bénéficié aux pays africains (ex-colonies) depuis leur indépendance. Les financements de la commission sont surtout destinés à la promotion de l'infrastructure économique, l'énergie, les services sociaux de bases, la production agricole et la coopération technique. La Commission Européenne participe également à l'initiative PPTE, à la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit, et fournit des aides alimentaires d'urgence. Les fonds de la CE proviennent des Etats membres de l'Union. Essentiellement destinés aux pays d'Afrique Caraïbe et Pacifique(ACP) au départ, l'aide européenne s'est progressivement étendue aux autres pays en développement. Contrairement aux institutions de BW et aux banques régionales de développement, la CE accorde ses aides beaucoup plus sous la forme de dons.

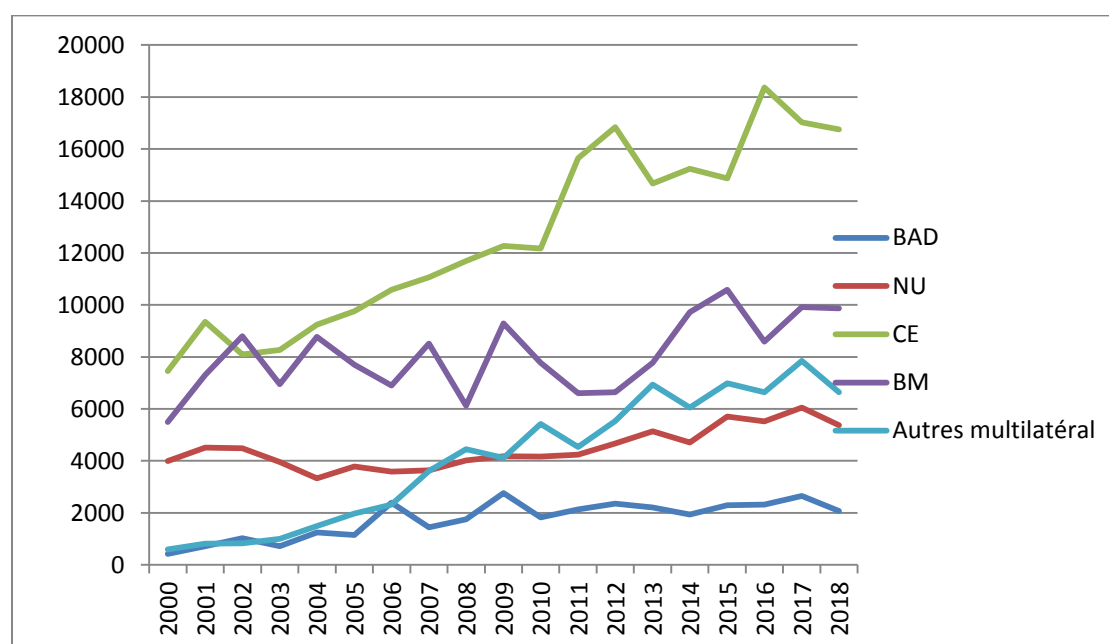
¹⁹ La politique européenne de coopération au développement est née avec la Communauté européenne en 1957. Lors de la négociation du traité de Rome.

1.2.1.2.4 Banques régionales

Elles sont des institutions créées dans le but de financer et de promouvoir les activités de développement au niveau régional. Leurs rôles sont semblables à celles de la banque mondiale, mais à ce niveau c'est à l'échelle régionale. Chaque continent possède ses propres institutions régionales du développement. On distingue la banque africaine du développement située à Abidjan en Côte d'Ivoire (créée 1963) qui prête à toute l'Afrique, la banque asiatique de développement créée en 1966 basée à Manille (Philippines) qui sert les pays d'Asie du Sud, Asie de l'Est et du Pacifique, la banque interaméricaine de développement créée 1959, basée à Washington (USA) qui est la principale banque de développement du continent américain, la banque européenne pour la reconstruction et le développement basée à Londres (Angleterre) qui sert les pays d'Europe et d'Asie Centrale.

Le graphe suivant nous illustre l'apport des institutions multilatérales.

Graphe 3 : L'AID des institutions multilatérales (prix constants, en millions de dollars US)



Source : Elaboré par nous-même sur la base des statistiques en ligne de l'OCDE, 2018

De façon générale, l'aide au développement multilatérale croît, avec l'intervention importante des efforts des différentes institutions multilatérales et en particulier de la CE avec l'augmentation de l'aide octroyée dont le montant est passé de 9375,63 millions US de dollars en 2000 à 18371,98 millions US de dollars en 2017. Quant aux engagements de la BM et les

autres institutions, une fluctuation est remarquable alors que les efforts de la BAD et des NU augmentent de façon linéaire.

Pour illustrer, en 2008 le montant d'aide de la BM est de 6124,13 millions US de dollars pour atteindre 10582,17 millions US de dollars en 2015. Les NU engagent une somme de façon rectiligne (linéaire) qui en 2006 représente 3781,57 millions US de dollars et 3638 millions US de dollars en 2007.

Pour bénéficier de l'aide au développement, il n'est nullement question seulement d'être un pays pauvre. Il faut faire partie des pays qui satisfont aux critères dégagés et définis par le CAD.

1.2.2 Les pays bénéficiaires

Selon la définition de l'aide internationale au développement, la destination des apports fournis est un critère crucial pour décider de leur comptabilisation au titre de l'aide. Cette dernière doit être au bénéfice des pays et territoires figurant dans la liste des bénéficiaires d'aide établie par le CAD. La destination de l'AID est donc basée sur les pays figurant sur la liste du CAD.

Celle-ci présente tous les pays et territoires qui sont éligibles à recevoir l'aide. Autrement dit, les transferts de ressources ne sont comptabilisés comme aide au développement que s'ils s'adressent aux pays et territoires éligibles.

Les pays qui, au moment de la révision ont dépassé le seuil des revenus élevés depuis trois années consécutives sont supprimés de la liste. Les pays sont répartis en différents groupes de revenus basés sur le RNB/habitants selon les critères définis par la BM.

Parmi les pays et territoires éligibles à l'aide on peut distinguer selon la BM²⁰ :

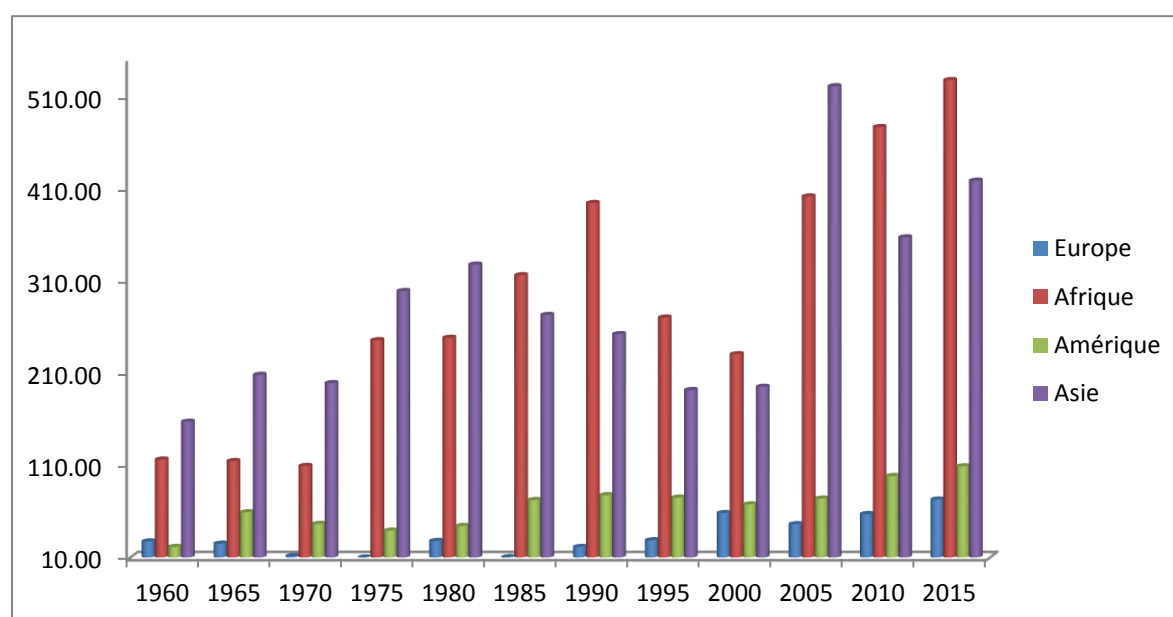
- Les pays les moins avancés (PMA) constituent la première catégorie. Elle a été créée en 1971 par l'ONU et est majoritairement composée de pays d'Afrique subsaharienne. Ces pays représentent 11% de la population mondiale et 2% du PIB mondial.

²⁰ <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-actualisation-2019-2020> consulté le 03/07/2020 à 15h30mn.

- Le deuxième groupe est formé de vingt-neuf (29) pays à faible revenu. ce groupe est constitué des pays dont le RNB par habitant est inférieure à 1035 Dollars en 2020. Ces pays représentent par ailleurs 9% du PIB mondial.
- Ensuite les cinquante (50) pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dont le RNB par habitant en 2020 est compris entre 1036 et 4045 Dollars. Ils représentent 35% de la population.
- Enfin le groupe des cinquante-six (56) pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dont le RNB par habitant est compris entre 4046 et 12535 Dollars. Ces deux groupes représentent respectivement 35% et 7% de la population mondiale et 20% et 7% du PIB mondial.

La liste des pays éligibles est révisée tous les trois ans en fonction de l'évolution des revenus nationaux bruts²¹.

Graph 4 : répartition d'AID par région (prix constants, millions US de dollars)



Source : Elaboré par nous-même sur la base des statistiques en ligne de l'OCDE, 2018

La part d'aide dont l'Afrique bénéficie ne cesse d'accroître et cela se montre par les rapports alarmants de l'augmentation absolue de la pauvreté. L'aide est passée de 11622,19 millions US de dollars en 1960 à 52762,51 millions US de dollars en 2015 malgré une légère baisse à la fin des années 90 et par la suite une forte augmentation à partir des années 2000

²¹ La classification est revue tous les trois ans (le 1er juillet).

(23037,42 millions US de dollars en 2000 avec une hausse jusqu'à 40142,67 millions US de dollars en 2005). De plus l'aide internationale a été multipliée par trois (3) en Asie (passant de 15721,18 millions US de dollars à 52094,81 millions US de dollars sur la période 1960-2005) et par cinq en Amérique (qui passe de 2150,84 millions US de dollars à 10895,73 millions US de dollars entre 1960 et 2015). En fin la part de l'AID reçue par l'Europe reste faible et cela s'explique par le nombre de pays européens (donateurs) membres du CAD.

La sélectivité de l'aide publique au développement varie également d'un pays donneur à un autre, elle se définit comme la qualité de l'allocation géographique de l'aide. Cette qualité se mesure par l'efficacité de l'aide ainsi allouée à remplir les objectifs qui ont été fixés en ce qui concerne le développement des pays bénéficiaires. Aux objectifs mondiaux, définis à travers une concertation internationale et exprimés dernièrement à travers les OMD, s'ajoutent les intérêts propres à chaque pays donneur.

Section 3: Les déterminants de l'allocation de l'aide

L'aide est octroyée suivant un certain nombre d'exigence en s'appuyant sur quelques motifs.

1.3.1 Motivations de l'aide internationale

L'octroi d'aide nous amène à distinguer des logiques d'attribution :

Une logique de besoin : les aides reçues par le pays récipiendaire sont déterminées par l'étendu du besoin en financement. La notion de besoin se réfère au niveau de la pauvreté, du revenu par habitant, du taux de scolarisation, niveau d'endettement et du déficit budgétaire.

Une logique d'intérêt et/ou de proximité : dans cette logique les raisons sont déterminées par les caractéristiques du pays donneur et non receveur. La logique de proximité fait référence à la colonisation, les préférences politiques, la communauté linguistique, les ambitions et intérêts économiques. Le donneur offre l'aide au pays considéré, dans le souci de préserver son propre intérêt ou pour soutenir un allié.

Une logique de mérite ou d'efficacité : concernant cette logique l'aide est octroyée à un pays où elle peut être mieux gérée et efficace en terme de résultat. En particulier, l'aide va vers les meilleurs projets et vers les pays présentant le meilleur profil : stabilité politique et

économique, bonne gouvernance, bonne coopération internationale. L'aide va vers les pays répondant à un certain nombre de conditions nécessaires à son efficacité. Le donneur définit alors les conditions sans lesquelles l'aide ne peut être octroyée. Ou encore, l'aide va vers les pays qui ont déjà engagé un certain nombre de réformes, qu'elle est alors censée appuyer.

Dans une certaine mesure, on pourrait associer à chacune de ces logiques un type de bailleur et une fonction de l'aide au développement. A la logique des besoins correspondent les institutions multilatérales onusiennes (PAM, PNUD, ...). Selon la BM sont éligibles à l'aide par exemple, les pays dont le revenu par habitant n'excède pas un seuil donné (965\$ par habitant en 2005). L'aide est alors considérée comme un instrument de répartition et de justice internationale.

A la logique d'intérêt pourrait être associé le bailleur bilatéral; et l'aide est utilisée comme un instrument de politique étrangère. En effet, les intérêts idéologico-politiques et stratégiques jouent un rôle prépondérant dans l'octroi de l'aide bilatérale. C'est ainsi que dans les années 1970, l'URSS soutenait les Républiques populaires, et les Etats-Unis les pays capitalistes proches du bloc occidental²². De nos jours, l'aide bilatérale est souvent utilisée pour des enjeux commerciaux, énergétiques (pétrole et gaz naturel) ou des alliances politiques (vote à l'ONU).

Enfin, la logique d'efficacité semble correspondre à la Banque Mondiale, et au FMI. C'est le cas par exemple des prêts d'ajustement qui visent à accompagner les Etats qui ont déjà engagé des réformes économiques, financières et structurelles mais qui enregistrent de graves déficits. L'aide est ainsi destinée à prendre en charge les opportunités que le secteur privé ne peut saisir.

L'analyse des motivations des donneurs à partir des théories permet de dégager cinq types d'interprétations possibles²³ :

La théorie néo réaliste : pour cette théorie, les pays évoluent dans une situation de conflit généralisé et mondial, et cherchent, par l'intermédiaire de l'allocation de l'AID, à accroître leur puissance. Cette aide peut, dans cette situation, toucher à des divers domaines économiques, sécuritaires, politiques et culturels ... des pays récipiendaires. L'octroi d'une

²² J.J.GABAS, « Nord-Sud : impossible coopération ? », presse de sciences po, paris, 2000, p.14

²³ CHARNOZ O., SEVERINO J-M., « L'aide publique au développement », Editions La Découverte, Paris, 2007, P37

aide à un pays peut être interprété comme une récompense: pour les pays qui sont susceptibles de recevoir une aide en remerciement d'une action. Cela dénote qu'à travers l'AID les pays donateurs tenteraient d'influencer, de récompenser ou de punir d'autres pays il est perçu comme un moyen d'influence.

La théorie néo marxiste : les relations internationales sont perçues comme un affrontement entre classes sociales, capitalistes contre prolétaires et entre capitalistes. L'aide au développement est alors interprétée soit comme à un outil d'exploitation capitaliste, soit comme un instrument pour assurer un gain de puissance à l'égard des autres pays capitalistes. Selon cette théorie, le monde est structuré par deux conflits et l'AID serait donc utilisée pour aliéner et rendre dépendant les pays bénéficiaires.

La théorie néolibérale : elle met en avant la coopération mutuellement bénéfique entre Etats. Ces derniers ne cherchent en effet qu'à améliorer leur bien-être matériel. L'AID apparaît alors comme un investissement de la part des pays donateurs qui voient en leurs bénéficiaires de futurs clients et partenaires dans les problèmes mondiaux comme la lutte contre les pandémies ou la préservation de l'environnement. Nous pouvons noter que la logique d'intérêt prime et que l'aide est considérée comme un intérêt que les pays donateurs cherchent dans son octroi au pays bénéficiaires.

La poursuite d'intérêts privés se retrouve dans **la théorie libérale**, qui refuse toute notion d'intérêt national. Les Etats ne sont pas reconnus comme véritables acteurs de la scène internationale au profit des individus et des groupes d'intérêt qui n'ont comme objectif que leur propre profit. Cette vision libérale met en évidence que l'aide est considérée un soutien à des agents privés.

Il existe également **une théorie idéaliste** qui place comme motivation essentielle des pays donneurs la recherche d'un idéal moral, et fait de l'octroi d'une aide publique au développement comme un acte désintéressé. Cette conception s'appuie sur l'idée que certains dirigeants ont la volonté de diffuser leurs valeurs éthiques ou sociales. Il y a cependant une possibilité de voir une volonté d'exportation d'un modèle social occidental à d'autres régions du monde, qui peut se faire de manière contraignante si l'octroi de l'aide est conditionné à l'adoption de certaines politiques dans le but d'établir ce modèle dans le pays bénéficiaire.

Cependant, en associant ces différentes interprétations théoriques, il est possible de faire ressortir les différents enjeux sous-jacents à l'allocation de l'aide publique au développement: des enjeux sécuritaires, économiques, éthiques, culturels et diplomatiques.

Ainsi, les motivations sécuritaires de l'aide sous la Guerre Froide du côté occidental étaient caractérisées par la nécessité de maîtriser l'expansion du communisme. A la chute de l'URSS en 1991, des modifications dans la répartition de l'AID ont donc été faites. Les enjeux sécuritaires sont aujourd'hui variés: sont inclus des objectifs de protection contre les risques sanitaires comme la grippe aviaire ou le sida, contre les risques environnementaux ou criminels, avec par exemple la lutte contre le trafic de drogue à l'échelle internationale. La lutte contre le terrorisme est par ailleurs une thématique de plus en plus présente dans les motivations des pays donateurs, notamment les Etats-Unis.

Les enjeux économiques ont également connu une évolution du fait de la mondialisation. L'une des justifications de l'aide a toujours été l'importance des bienfaits pour les pays du Nord de la croissance des pays du Sud, considérés comme des clients futurs. L'un des intérêts essentiels de l'aide pour le pays du Nord a longtemps résidé dans l'augmentation des exportations nationales grâce à l'aide qui était alors liée. Dans les enjeux économiques que soulève l'aide se trouve également la volonté d'accélérer l'intégration des marchés et la globalisation financière de la part des pays donateurs. L'aide est alors vue comme un instrument de renforcement de la globalisation, d'aide à la libéralisation commerciale des pays.

Une dimension éthique se trouve dans le concept d'allocation d'une aide, des pays riches vers les pays en développement. Cette motivation a également connu des évolutions, passant de l'idée d'une aide allouée pour rembourser la dette coloniale, face à la culpabilité de certains anciens pays colonisateurs, à l'idée de la promotion et de la défense des Droits de l'Homme.


Une nouvelle dimension morale apparaît, notamment après une catastrophe humanitaire comme le Tsunami du 26 décembre 2004, qui nécessite une intervention rapide. Les pays du Nord se veulent ainsi porteurs de valeurs universelles dont la protection et la promotion passe par l'allocation d'une aide aux pays du Sud. L'aide est également considérée comme un outil de promotion culturelle, on le voit notamment d'un point de vue linguistique, avec la part des dépenses de promotion de la francophonie qui s'inscrivent au titre de l'AID.

Fondements théoriques de l'aide internationale au développement

Enfin les motivations diplomatiques sont également très importantes: l'octroi d'une aide peut permettre de sceller des alliances bilatérales d'amitié et de coopération. On retrouve également la théorie réaliste des relations internationales, l'AID apparait comme un instrument de recherche de puissance à l'égard des autres pays développés, les pays donateurs veulent accroître leur présence et leur importance sur le plan international. Ce phénomène se retrouve aujourd'hui sur le continent africain, sur lequel la Chine investit énormément et finance de nombreux projets de développement.

Le tableau suivant résume la perception des différentes théories explicatives de l'aide.

Tableau 2: les interprétations théoriques de l'aide

	Les Etats	Les donateurs conçoivent l'aide	Les bénéficiaires conçoivent l'aide
Lecture néoréaliste	...maximisent leur puissance.	...comme un instrument d'influence et de puissance.	... comme une rétribution de leur alliance stratégique.
Lecture néomarxiste	... s'opposent entre capitalistes et prolétaires, et entre capitalistes.	...comme un instrument d'exploitation du tiers monde mais aussi la lutte entre pays capitalistes.	...comme une intrusion impérialiste, un outil d'aliénation, une drogue créant une dépendance
Lecture néolibérale	...maximisent leur bien-être matériel.	...comme un investissement d'intérêt commun.	...comme une coopération mutuellement et matériellement bénéfique.
Lecture libérale	...sont soumis à des groupes d'intérêts en concurrence.	...comme des flux publics à transformer en rentes privées	... comme une ressource à transformer en rentes privées.
Lecture idéaliste	...sont sensibles aux considérations morales.	... comme un accomplissement moral : charité, solidarité, réparation.	...comme un acte moral, exigible à des degrés divers.

Source : CHARNOZ O., SEVERINO J-M., « L'aide publique au développement », Editions La Découverte, Paris, 2007, P 40

Les pays donateurs ont donc des motivations différentes pour justifier le transfert d'une partie de leurs ressources aux PED. Ces motivations sont l'un des facteurs qui influencent le choix des pays bénéficiaires de cette aide au développement. Des critères différents sont donc pris en compte par les donateurs dans leurs choix. Il est donc intéressant de connaître les conditions retenues par les bailleurs de fonds pour identifier les pays bénéficiaires.

1.3.2 Conditionnalités de l'aide internationale au développement

L'aide au développement est un moyen de financement dont les conditions tarifaires sont très avantageuses par rapport au marché. Elle est destinée et même réservée aux pays pauvres. L'aide provient des pays développés, qui l'octroient à travers des institutions spécialisées et avec des conditionnalités diverses selon le donateur.

Pour être comptabilisable au titre de l'AID, une dépense doit satisfaire quatre(4) conditions :

- Elle doit être une dépense publique donc émanant des organismes publics (Etat, collectivité locale, ...) selon la liste de la CAD. C'est-à-dire réalisée par un Etat ou une collectivité territoriale dans le cadre d'une coopération. L'aide repose sur le budget des autorités publiques.
- Cette dépense publique doit se faire au bénéfice des pays ou territoires en développement. Elle doit donc être attribuée à un pays en développement ou à un organisme international qui se chargera d'allouer cette ressource à des PED selon ses propres critères. La liste des pays éligibles à l'aide est déterminée par le CAD, organe de l'OCDE. Ce comité a pour membre vingt-neuf pays donateurs et la Commission Européenne qui totalisent plus de 90% de l'aide mondiale.
- Les dépenses publiques réalisées en faveur des pays éligibles à l'aide doivent avoir pour objectif le développement du pays bénéficiaire. Ayant pour intention le développement, c'est-à-dire pour améliorer les conditions de vie de la population des pays bénéficiaires qui sont des PED ou à un organisme international (tel que la BM, les institutions onusiennes en charge du développement) qui se charge ensuite de transférer les ressources vers les PED. L'intention du donateur doit être d'améliorer le niveau de vie de la population de ce pays. Les résultats effectifs des ressources allouées ne sont pas pris en compte pour la classification ou non des ressources en

aide publique au développement. Certaines formes d'aide sont par ailleurs automatiquement exclues de l'aide: ce sont les aides militaires, les opérations de maintien de la paix à l'exception de celles menées sous l'égide de l'ONU, la coopération policière ou encore la recherche sans lien avec le développement;

- Cette dépense publique à destination d'un PED, avec pour objectif le développement de ce pays, doit être accompagnée des conditions financières favorables pour être considérée comme une AID. Le versement des ressources financières ou autres peut se faire sous forme de dons ou de prêts. Les dons n'impliquent pas de remboursements ultérieurs à la différence des prêts. Ceux-ci doivent contenir un élément don d'au moins 25% du montant du prêt pour être éligible à l'aide au développement: c'est-à-dire que la valeur actualisée des flux de remboursements générés par le prêt ne doit pas dépasser 75% de la valeur nominale de celui-ci. L'importance de l'élément don d'un prêt pourrait être influencée par le taux d'actualisation utilisé, le CAD a donc fixé celui-ci à 10% par an. Ainsi l'AID brute désigne tous les décaissements réalisés au cours d'année et l'AID nette désigne cette même somme diminuée des remboursements de prêts.

Conclusion

L'aide publique au développement est un moyen de financement extérieur dont les conditions d'octroi sont avantageuses. Elle a évolué dans un contexte marqué par la nécessité d'accroissement du budget de certains Etats pauvres. Elle a été institutionnalisée avec la création des organismes spécialisés qui avaient pour but de soutenir des pays pour parvenir à répondre à certaines contraintes. L'aide provient des pays développés qui l'octroient à travers des institutions multilatérales et bilatérales. L'allocation ne se fait pas seulement sous forme financière mais elle peut être aussi sous forme de programmes ou d'apports en nature.

Néanmoins, pour bénéficier de l'aide, l'organisme en charge (le CAD) définit une liste des pays éligibles à l'aide, qui est constituée des pays en fonction de leur niveau de développement (PED) et de RNB. Que l'aide soit bilatérale ou multilatérale, elle est motivée par des logiques (besoin, proximité et efficacité) ou des théories qui expliquent les motivations de son octroi. Cette attribution obéit à des conditionnalités sans lesquelles l'aide ne peut être accordée. En effet, sachant que l'aide a pour objectif la réduction de la pauvreté, notamment avec les OMD, il est primordial d'évoquer dans le prochain chapitre la notion de la pauvreté et la relation existante entre l'aide et cette dernière.

Chapitre 2

ANALYSE DE LA RELATION THEORIQUE ENTRE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT ET LA PAUVRETE

« L'aide étrangère est la composante centrale du développement mondial »

Hollis B. Chenery, *New York Times* (1er mars 1981).

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

L'aide au développement a pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté, par la création d'une véritable dynamique de croissance économique, qui va participer au développement des pays pauvres. A cet effet, des modèles de développement étaient élaborés au cours des dernières décennies, proposant à chaque fois une logique d'intervention pour entamer un processus de croissance afin de développer les pays et les faire sortir de la pauvreté. Cependant, la lutte contre la pauvreté est considérée comme un objectif primordial, c'est dans cette optique que ce phénomène est perçu par les NU comme étant multidimensionnel. De ce fait, il découle des objectifs axés sur la réduction de l'extrême pauvreté, d'où les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui cherchent une efficacité de l'AID dans la réduction de la pauvreté.

Dans ce chapitre nous allons voir d'abord les modèles qui prônent pour l'octroi de aide afin de promouvoir la croissance des pays en développement, ensuite mettre en relation l'aide internationale, la croissance et la réduction de la pauvreté tout en abordant les objectifs (OMD) fixés par la communauté internationale pour réduire la pauvreté et enfin faire un aperçu sur l'efficacité théorique de l'aide.

Section 1: Les modèles explicatifs de l'aide

Les modèles économiques permettent de montrer que, lorsqu'une société dispose d'un stock de capital par tête initial faible, elle peut s'insérer dans une trappe à pauvreté, qui la maintient à un niveau faible de revenu²⁴. De ce fait, elle ne peut connaître la croissance économique de façon durable. Pour sortir de cette situation il faut nécessairement des investissements importants et dans tous les secteurs (infrastructures, capital humain, améliorer le système financier, ...). Ainsi, l'aide intervient pour accroître le montant d'investissement donc à augmenter la croissance et réduire la pauvreté. Ainsi, des modèles ont tenté d'expliquer l'importance de l'aide internationale dans la croissance des pays pauvres.

²⁴ AZOULAY Gerard, « les théories du développement », PUR, Paris, 2005, P69

2.1.1 Théorie des étapes de la croissance de Rostow

Un des pionniers de cette conception fut **Rostow**²⁵, pour lui le développement est un cheminement linéaire qui peut se résumer en cinq étapes consécutives :

La première étape : la société traditionnelle au cours de laquelle l'activité économique est surtout agricole (la terre constitue la seule source de la richesse). Elle s'effectue dans le cadre familial. Les perspectives de changements sont faibles avec des méthodes traditionnelles et une faible productivité.

Par la suite une deuxième étape, appelée « conditions préalables au décollage » l'idée de changement commence à émerger, de nouvelles idées favorables au progrès voient le jour où se développent une épargne et des investissements qui permettent une augmentation de la productivité dans l'agriculture et dans l'industrie naissante.

Troisième phase le décollage ou le take-off est une étape de courte durée où des industries nouvelles, motrices émergent. La croissance économique devient habituelle et permanente ce qui devient un processus cumulatif et entretenu. Le décollage est rendu possible par un accroissement du taux d'investissement (5 à 10% du revenu national), permettant aux industries naissantes de jouer un rôle capital. Elles bénéficient de nouvelles techniques ainsi que l'agriculture qui, en se modernisant libère des hommes et des capitaux. Les institutions, les valeurs de la société, les structures économiques, sociales et politiques se modifient pour accompagner la croissance.

Quant à la quatrième phase, appelée « la marche vers la maturité », elle prolonge les effets du décollage dans l'ensemble de l'économie, des nouvelles industries qui remplacent les anciennes et on assiste à la diversification de la production. Le taux d'investissement s'élève à 20% du revenu national et le progrès technique se généralise.

Et enfin vient la cinquième phase, appelée « l'ère de consommation de masse », où les besoins vitaux de la population sont satisfaits, l'industrie atteint sa maturité, le secteur des services se développent rapidement et l'Etat-providence prend en charge une protection sociale généralisée.

²⁵ W. Rostow « *les étapes de la croissance économique* », le seuil, Paris, 1970, pp. 54-78

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

Pour Rostow, tous les pays ont suivi et suivent encore ce processus dans son intégralité. Pour passer les premières étapes du modèle jusqu'à atteindre l'étape du décollage, les pays en développement ont donc besoin d'un appui consistant pour permettre l'émergence des nouvelles industries. C'est le cas du Niger qui a besoin de financement extérieur pour décoller et mettre en place des nouvelles industries. Dépourvu des ressources suffisantes, les pays pauvres ne peuvent pas entamer le processus de croissance économique, pour cette raison ils bénéficient de l'aide internationale. Cette dernière finance la phase du décollage, qui nécessite des ressources importantes. Ce modèle justifie également l'aide en ce sens que le « décollage » se réalise grâce, notamment à un taux d'épargne relativement élevé. Ainsi, l'épargne étrangère pourrait éventuellement être le catalyseur de cette phase.

2.1.2 La croissance équilibrée de Nurkse et Rodon

Dans les années 50, la théorie de **Nurkse**²⁶ évoque le sous-accumulation du capital dans les économies en développement qui conduit à une insuffisance de l'épargne donc d'investissement d'où le cercle de la pauvreté. Pour cet auteur, le sous-développement est un problème d'épargne ou de financement des investissements dont les pays seraient enfermés dans un cercle vicieux de la pauvreté. Une faible augmentation de l'investissement ne saurait leur éviter les difficultés de croissance économique. Pour sortir de ce cercle, Nurkse propose à travers le modèle de la croissance équilibrée un investissement dans les infrastructures économiques et sociales. Cela s'effectue à travers les apports extérieurs à savoir l'aide internationale au développement qui permet de sortir du sous-développement et d'améliorer les conditions de vie de la population. Il faut que l'aide soit suffisamment élevée pour leur permettre la mise en place des infrastructures nécessaires et avoir une épargne élevée et donc un investissement élevé. C'est seulement à cette condition qu'on pourra éliminer la pauvreté dans le monde et dans les pays où les ressources internes sont faibles.

La théorie de **Rosenstein-Rodan**²⁷ (1943), va dans le même sens que celle de Nurkse et est connue par son expression célèbre du *big push*²⁸ stipulant qu'une aide massive à tous les

²⁶ R. NURKSE « *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développé* », Cujas, 1968, Paris, p. 46.

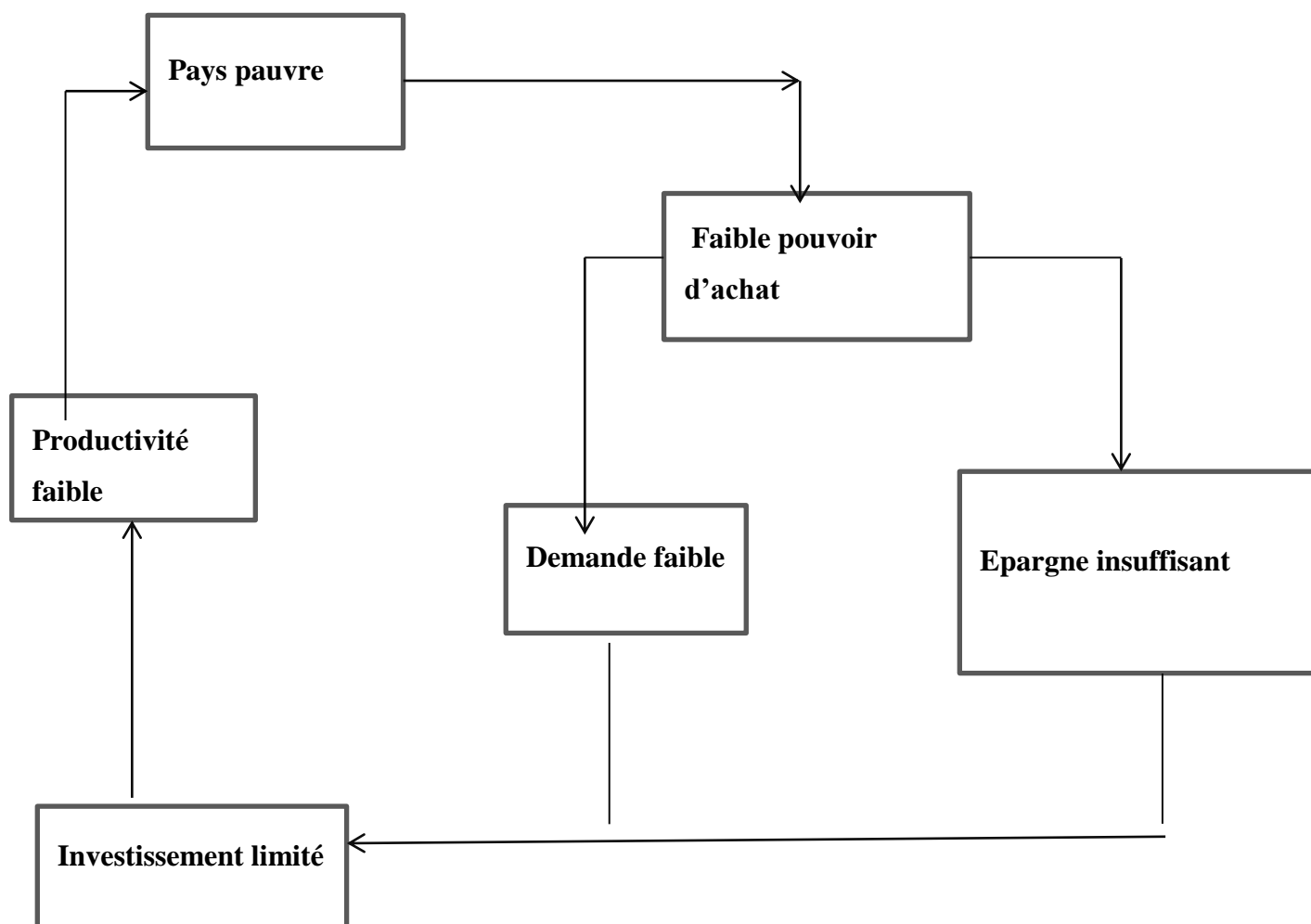
²⁷ GERARD Azoulay, « les théories du développement », PUR, Paris, 2005, P 118-121

²⁸ Le terme « big push » est anglais. Il est utilisé pour illustrer un « grand saut » que fait l'économie grâce à l'aide internationale (qui la pousse pour le saut), pour sortir de la trappe à pauvreté.

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

secteurs au même moment permet un décollage économique. Cet apport extérieur doit être consistant pour voir son effet sur la pauvreté et doit favoriser le développement. C'est ainsi que Rosenstein-Rodan propose qu'on procède à un « *big push* » pour l'ensemble des pays pauvres. C'est-à-dire qu'on leur apporte une aide rapide et massive qui selon l'auteur, est le seul moyen pour éliminer la pauvreté dans le monde. L'idée clé est qu'il faut réaliser, un investissement massif et intensif de façon simultanée dans tous les secteurs. Pour l'auteur on ne peut pas aller vers la croissance sans la grande poussée (big push). Cet auteur souligne en substance que des apports massifs en capitaux extérieurs doivent permettre aux pays pauvres de commencer un développement économique.

Figure 2: Cercle vicieux de la pauvreté



Source: Rousselet Micheline, « Les Tiers monde », Ed. Le Monde, Paris, 1994, p.50.

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

Pour ces auteurs comme Rosenstein-Rodan et Ragnar Nurkse, le problème des pays pauvres est beaucoup plus profond. Ils seraient enfermés dans un cercle vicieux caractéristique du sous-développement notamment avec un faible revenu, qui conduit à une faible épargne donc une faible demande avec un investissement et une productivité faible et tout cela constitue la situation d'un pays pauvre. Ce qui affaiblit l'épargne, diminue la demande, réduit l'investissement et la productivité.

Pour cela on assiste à la nécessité d'une croissance équilibrée. A cet effet, pour sortir de ce cercle vicieux de la pauvreté, les pays pauvres doivent avoir recours à l'aide internationale au développement pour accroître leur capacité d'investissement, donc augmenter leur productivité afin d'avoir un pouvoir d'achat important qui boostera la demande en consommation et l'épargne. De ce fait, l'aide est primordiale pour les PED car elle permet de sortir de la pauvreté et entraîne la croissance du pays bénéficiaire.

2.1.3 Modèle de la croissance déséquilibrée

Pour ce modèle certains secteurs moteurs de l'économie permettent de créer des liaisons avec d'autres secteurs donc conduire à la croissance économique menant vers la réduction de la pauvreté. L'économie va inciter un processus de développement passant d'une situation de déséquilibre à un autre. Cela sous-entend que chaque investissement stimule d'autres investissements et touche différents secteurs. Selon l'idée des auteurs, chaque déséquilibre est une condition favorable à la croissance économique, c'est-à-dire qu'il induit des investissements supplémentaires.

L'approche de la croissance dite déséquilibrée, selon les termes de **Albert O. Hirschman**²⁹ (1958) et de **François Perroux**³⁰, était conçue comme un processus de développement démarrant à partir d'un secteur qui aurait les liaisons fortes avec le reste de l'économie. Pour remédier à ce déséquilibre, il fallait faire porter les efforts d'investissements vers des secteurs forts compétitifs capables d'influer sur le reste de l'économie

Pour cela **Hirschman** précise que le développement porte sur l'ensemble des séquences de déséquilibre qui se manifestent suite aux effets d'investissements. L'auteur privilégie la concentration de l'investissement sur des industries lourdes et sur les industries

²⁹ A. HIRSCHMAN, « *La stratégie du développement économique* », Editions ouvrières, Paris, 1964, p. 57

³⁰ P. FRANÇOIS « *L'économie du vingtième siècle* », PUF, Paris, 1961, pp. 87-89

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

motrices ou des infrastructures économiques et sociales. Cette concentration de l'investissement stimule les activités productives et cela entraîne d'autres investissements, et des liaisons entre industries se créent à chaque étape.

Dans le même sens, **François Perroux** stipule qu'il existe des secteurs d'impulsion dans une industrie nationale. Ces secteurs provoquent des effets d'entraînement et des économies externes dans l'industrie et dans l'économie dans son ensemble, ce sont des pôles de croissance. Pour l'auteur, les investissements se propagent à partir de certains points dotés des capacités de diffusion par plusieurs canaux et cela produit des effets sur des pôles de croissance différents. Les investissements dans un secteur provoquent de polarisation, dans le sens où cet investissement attire d'autres investissements autour.

Il faut constater que l'idée générale de l'approche de croissance déséquilibrée repose sur les investissements dans l'industrialisation, notamment des investissements lourds (Infrastructure économiques et sociales et les activités productives). Les PED sont en situation d'incapacité de réaliser des investissements d'une telle envergure. A cet effet, il faut avoir recours aux apports extérieurs (AID). Ainsi les fruits de ces appuis vont bénéficier aux pays pauvres et entraîner une croissance économique donc réduire considérablement la pauvreté. Le modèle met l'accent sur la croissance déséquilibrée, car pour lui, l'aide extérieure accroît les investissements et la capacité de production. Le revenu supplémentaire créé par la hausse de cette capacité va entraîner une augmentation de l'épargne, et par conséquent de nouveaux investissements.

Ces modèles expliquent l'importance de l'aide pour les pays en développement notamment le Niger. Ce pays présente des signaux forts pour obtenir de soutien ou des appuis consistants provenant des Pays Développés (PD) pour déclencher le processus de croissance donc réduire la pauvreté. Ainsi, il faut savoir que cette aide vise à réduire la pauvreté donc entraîner une croissance économique. Il est primordial de faire le lien entre l'aide internationale, la croissance et la réduction de la pauvreté. Cela fera l'objet de la section (2).

Section 2: Aide et lutte contre la pauvreté

Dans cette section il sera question de mettre en relation l'aide internationale au développement, la croissance et la pauvreté en passant en revue la pauvreté dans sa multi dimensionnalité et les objectifs du millénaire pour le développement.

2.2.1 Relation entre l'aide, la croissance et la pauvreté

Destinée principalement à réduire la pauvreté donc améliorer les conditions de vie de la population, l'aide internationale passe par la promotion de la croissance économique dans les pays qui ne disposent pas de ressources suffisantes afin d'atténuer les différentes difficultés.

2.2.1.1 Rapport aide et la croissance

L'objectif primordial de l'AID est la réduction de la pauvreté dans ses différentes dimensions. Pour parvenir à cette baisse, la croissance économique constitue le passage par lequel les pays en développement peuvent y parvenir.

La croissance économique permet aux pays pauvres de faire face à des défis majeurs tels que la migration, la lutte contre la pauvreté dans son ensemble, l'augmentation des revenus par tête, et l'épargne. La lutte contre la pauvreté peut être perçue comme un bien public que la communauté internationale doit apporter sa contribution³¹. Pour réduire ce phénomène il faut une augmentation du revenu dans les pays pauvres. Promouvoir la croissance économique dans les pays du Tiers-monde devient alors une nécessité; et le moyen primordial mis en place pour y arriver est le financement de l'investissement à partir de l'aide au développement³².

Les modèles de croissance renforcent également cette idée. L'aide versée met en évidence une relation de cause à effet entre la croissance et la pauvreté et cela se caractérise par une augmentation de l'épargne qui va conduire une augmentation du niveau du revenu et donc du capital. L'aide améliore également en effet la balance des paiements du pays bénéficiaire. Par ailleurs, l'aide finance des projets de développement qui sont considérés comme des investissements lourds. D'une manière indirecte, l'aide peut également permettre

³¹ J.J.GABAS « Nord-Sud : impossible coopération ? », presse de sciences po, paris, 2000, p.97

³² Rapport annuel Banque Mondiale « Mettre fin à la pauvreté, investir dans les opportunités », 2019

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

d'augmenter la consommation d'un pays si elle mène à une baisse d'impôts de la part du gouvernement du pays bénéficiaire. Ces effets favorisent une hausse de la demande globale.

Les pays pauvres caractérisés par un manque de stock de capital, ont un revenu faible ; et donc un taux d'épargne insuffisant. La faiblesse de l'épargne dans ces pays contraint l'investissement à rester limité, leur taux de croissance économique est donc condamné aussi à rester faible. Ils sont donc enfermés dans un cercle vicieux de la pauvreté. En finançant massivement l'investissement dans les pays du sud grâce à l'aide internationale au développement, ces pays peuvent amorcer leur processus de croissance économique qui pourra ensuite s'auto entretenir³³.

Pour encourager la croissance économique dans les pays pauvres, la BM envisage des solutions qui intègrent la communauté internationale dans le sens où l'aide internationale finance leur investissement. Les pays peuvent connaître la croissance économique durable et vaincre la pauvreté par l'augmentation de leur stock de capital grâce à l'aide.

Enfin, pour initier le processus de croissance dans les pays pauvres, la solution avancée par la BM est que la communauté internationale finance leur investissement grâce à l'aide au développement. En augmentant leurs facteurs de production grâce à l'aide, les pays pauvres pourront durablement connaître la croissance économique et ainsi vaincre la pauvreté.

2.2.1.2 Effet de l'aide sur la réduction de la pauvreté

De façon générale, la pauvreté peut se manifester de plusieurs manières : par la faiblesse ou l'absence du revenu, par la précarité du logement, par un manque d'accès à l'éducation et à la santé, par la sous-alimentation ou un environnement dégradé... Toutes ces caractéristiques varient d'une région à une autre, d'un groupe de personnes à un autre, ce qui complique la quantification de la pauvreté, cependant ce phénomène reste multidimensionnel (selon les NU). De ce fait, selon la BM et le PNUD la pauvreté résulte « *d'un manque d'accès aux actifs, d'une croissance économique insuffisante ou inappropriée, et d'une mauvaise gouvernance* »³⁴.

³³ AMEWOA Agbessi Komla, « l'aide au développement aide-t-elle Le développement Le Cas De l'Afrique Sub-Saharienne », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Limoges, Présentée et soutenue publiquement le 29 avril 2008

³⁴ JEAN-PIERRE Cling, MIREILLE Razafindrakoto et François Roubaud « la banque mondiale et la lutte contre la pauvreté : tout changer pour que tout reste pareil ? », Cairn info, 2002

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

La BM et le PNUD restent les deux institutions phares dans la lutte contre la pauvreté. Ces deux institutions admettent les causes de la pauvreté mais ont cependant divergé quant à la définition de celle-ci et de sa quantification.

Dans un premier temps, le PNUD³⁵ définit spécifiquement trois notions :

La pauvreté extrême ou pauvreté absolue : est définie par l'absence des revenus nécessaires pour satisfaire les besoins alimentaires essentiels déterminés sur la base de besoins caloriques minimaux (1800 calories par jour et par personne selon l'OMS).

La pauvreté générale ou pauvreté relative : une personne vit en condition de pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires : habillement, énergie, logement...

La pauvreté humaine : est le fait qu'une personne ne possède pas certaines capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée...

Le PNUD ne définit pas officiellement la pauvreté monétaire, mais l'évoque. C'est la pauvreté humaine qui est au centre de l'analyse et celle-ci est liée à la notion de développement humain à travers de indices mis en disposition par le PNUD.

Dans un deuxième temps, le raisonnement de la BM consiste à identifier deux sortes de pauvreté : la pauvreté absolue et la pauvreté relative qui ont été précédemment définies. La BM reconnaît les différentes facettes de la pauvreté : sa multi dimensionnalité est aussi approuvée. Elle explique que l'étude des domaines comme la santé, l'éducation, la vulnérabilité, la sous-alimentation, la faiblesse de revenu ... sont nécessaires pour concevoir la pauvreté dans toute sa complexité. La BM, définit l'approche monétaire de la pauvreté qui exprime l'insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante (expression d'un niveau de bien-être trop faible). Sa mesure s'appuie soit sur le revenu, soit sur la consommation, traduite en valeur monétaire. Elle définit un seuil monétaire (ligne de pauvreté) en deçà duquel on est considéré comme pauvre.

Cette conception du rôle de l'aide n'est pas nouvelle et la lutte contre la pauvreté a toujours été un objectif essentiel de l'AID. Cependant, depuis son origine et ses objectifs, notamment celui de reconstruire l'Europe occidentale après la Seconde Guerre Mondiale à

³⁵ PNUD, *Rapport Mondial sur la pauvreté*, Economica, Paris, 2006

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

travers le Plan Marshall, la dimension économique prime souvent et l'effet de l'AID sur la croissance économique des pays bénéficiaires a toujours engendré l'amélioration des conditions de vie. Au lendemain du XXIème siècle les Nations Unies ont recentré leurs efforts sur le développement des PSD et relancer la lutte contre la pauvreté dans le monde³⁶. Ce phénomène est alors devenu une priorité.

Les pays dits pauvres présentent des caractéristiques qui expliquent leur situation de pauvreté, tel que le Niger. Ils ne sont pas à mesure de mobiliser leurs propres ressources car ces ressources internes sont faibles : l'épargne nationale faible, et l'insuffisance de la fiscalité.

L'analphabétisme, l'espérance de vie, la faiblesse du revenu, l'accès aux structures sanitaires, les maladies, l'absence de logement, la sous-alimentation, l'accès à l'eau, la non satisfaction des besoins vitaux constituent les signaux de souffrance des pays sous-développés et maintiennent aussi le Niger dans une situation de pauvreté extrême. Pour atténuer ces difficultés, les pays riches et les institutions internationales viennent en assistance aux pays pauvres à travers un appui financier constitué d'aide internationale. La réduction de la pauvreté dans les pays en développement demeure une préoccupation pour les bailleurs de fonds d'aide. C'est pourquoi, l'aide intervient dans cette optique pour permettre aux pays pauvres d'éradiquer ce phénomène. Pour la BM, seule une aide extérieure massive peut permettre à ces économies de sortir du piège de la pauvreté, pour ensuite croître durablement.

Enfin, l'aide internationale au développement doit être un appui pour les pays pauvres afin de sortir du sous-développement. Pour aboutir à un résultat significatif, il faut que l'aide qui leur est accordée soit conséquente étant donné le niveau de pauvreté des pays receveurs.

Dans le même ordre d'idée, la BM décrit sa conception de la promotion de la croissance pour réduire la pauvreté dans les pays SD avec l'appui de l'aide internationale. La BM, perçoit l'aide au développement comme une solution aux problèmes de croissance économique dans les pays pauvres. Parce qu'ils ont un niveau de revenu faible, et cela conduit ces pays à ne pas investir assez. Leur stock de capital est alors insuffisant, ce qui engendre une faiblesse du revenu. Ils sont ainsi enfermés dans un cercle vicieux. En octroyant un appui substantiel, on augmente significativement le stock de capital des pays pauvres et par la suite

³⁶ A.Lechevallier, J.Moreau, F.Pacquement « mieux gérer la mondialisation ? L'aide publique au développement », Edition Marketing S.A, Paris, 2007, P28

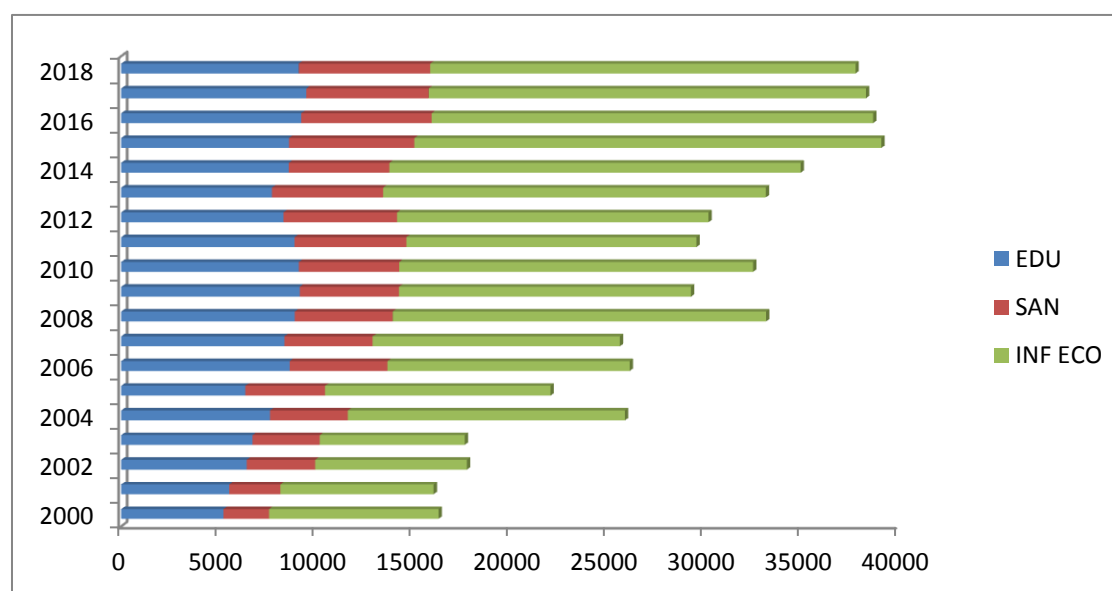
Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

l'investissement. Par-là, on peut les amener à briser le cercle vicieux du sous-développement (ou à sortir de la pauvreté), et engager un processus de croissance économique.

En bref, la philosophie de la BM peut se résumer ainsi : l'aide aux pays pauvres est la politique à mener pour combattre la pauvreté dans le monde. En finançant les investissements dans les pays pauvres, on promeut leur croissance économique, on augmente ainsi le revenu par tête moyen au niveau national, et celui des pauvres. Quand le revenu augmente, à cause des effets bénéfiques de l'augmentation du revenu sur les indicateurs sociaux, on améliore le bien-être global des pays en développement.

Le graphique ci-dessous retrace le montant d'aide internationale octroyé aux secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures économiques de 2000 à 2018.

Graph 5 : L'aide allouée aux secteurs sociaux (prix constants, millions US de dollars)



Source : Elaboré par nous-même sur la base des statistiques en ligne de l'OCDE, 2018

Ce graphique montre l'évolution de l'aide allouée aux secteurs sociaux de base (éducation, santé, et infrastructures économiques). L'intervention de l'aide s'explique par l'importance de ces secteurs dans la redynamisation de l'économie. Il faut noter que l'investissement dans ces secteurs nécessite des moyens colossaux dont ces pays n'en disposent pas, c'est dans ce sens que les pays cherchent à absorber d'autres modes de financement du développement (aide au développement).

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

Compte tenu de l'importance des infrastructures dans le processus de la croissance des pays en développement nous constatons une part élevée du montant d'aide octroyé.

Les services sociaux constitués de l'éducation et de la santé demeurent aussi indispensables pour les pays bénéficiaires, car ils permettent de lutter contre certains fléaux tels que l'analphabétisme les maladies, la mortalité ... qui gangrènent les pays pauvres

A travers ce graphe nous constatons que les secteurs sociaux sont nécessaires pour éliminer ces fléaux. C'est pour quoi, on constate l'évolution des efforts en faveur de ces secteurs pour surement aider les pays en difficulté à créer des conditions favorables au développement économique et social. Ces montants ont connu des fluctuations durant la période 2000-2018 mais les appuis restent consistants pour les infrastructures économiques. Par exemple, selon les données du graphique, en 2000, les infrastructures économiques ont bénéficié de 8704,47millions de dollars en aide et les secteurs sociaux reçoivent 5252,66 millions dollars (pour l'éducation) et 2339,14 millions de dollars (en faveur de la santé) jusqu'à atteindre en 2015 respectivement 24050,64 millions de dollars, 8615,32 millions de dollars, 6444,27 millions de dollars. Dans l'ensemble de ces trois secteurs considérés, il y a eu une augmentation du montant de l'aide alloué qui s'expliquent par l'effort des bailleurs de fonds de réduire l'extrême pauvreté pour créer des meilleures conditions de vie. La prise en compte et la volonté de lutte contre tous ces problèmes ont abouti à la formulation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

2.2.2 Objectifs du Millénaire pour le Développement

Les problèmes liés à la pauvreté dans les PED restent au centre des préoccupations des pays développés. La malnutrition, l'accès à l'eau potable à la santé, le faible taux de scolarisation ... Tous ces problèmes ont abouti à la formulation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

2.2.2.1 Contexte des OMD

Les objectifs du développement prennent le devant avec la fin de la guerre froide, durant les années 1990. L'adoption des OMD illustre ce nouveau consensus international. La réduction de la pauvreté dans les pays en développement demeure un objectif essentiel à l'échelle internationale. Les dirigeants du monde entier se sont réunis aux NU au début du millénaire pour établir un projet destiné à réduire la pauvreté sous toutes ses formes.

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

En septembre 2000 a été signée sous l'impulsion du secrétaire général des NU Kofi Annan la Déclaration du Millénaire³⁷. Cette Déclaration montre que la situation des pays en développement nécessite la prise de décision et des mesures importantes c'est pourquoi les membres de l'ONU adoptent les OMD. C'est dans cette vision que les OMD, sont définis d'après le rapport³⁸, comme étant « les cibles que la communauté internationale s'est données afin de réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde et d'améliorer la situation d'une population défavorisée d'ici « 2015 ».

En effet, le FMI et la BM contribuent à ces efforts par l'octroi de prêts et par la mise en place des PAS. De ces obligations découle pour les pays du Nord la nécessité d'une augmentation significative de l'aide au développement.

Selon l'approche des OMD, l'aide publique au développement est le principal moyen à la disposition des pays du Nord pour financer le développement du Sud. La majorité des pays ne réaliseront les Objectifs du Millénaire que s'ils bénéficient d'un appui substantiel, essentiellement l'aide au développement.

A cet effet, connaître ces objectifs et les comprendre est essentiel puisqu'ils traduisent la manière selon laquelle l'aide devrait être utilisée, les buts qu'elle doit permettre d'atteindre, et les améliorations qu'elle doit apporter en termes de réduction de la pauvreté dans le monde.

Huit objectifs ont ainsi été élaborés pour améliorer les conditions de vie de près d'un milliard d'individus qui luttent pour survivre.

2.2.2.2 Les huit objectifs

Ces huit objectifs regroupent en des cibles différentes qui se veulent une synthèse de tous les aspects de la pauvreté sur lesquels il est urgent d'agir. Selon le rapport OMD 2015³⁹, les huit objectifs sont :

- 1- Éliminer l'extrême pauvreté et la faim** : L'extrême pauvreté a diminué de façon significative au cours des deux dernières décennies. En 1990, près de la moitié de la

³⁷ Cf. Annexe n°1 Extrait de la Déclaration du Millénaire pour le Développement, 2000.

³⁸ Rapport sur OMD, 2011

³⁹ Le rapport OMD, 2015, Nations Unis, P 4-7

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

population des pays en développement vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour; cette proportion est tombée à 14 % en 2015.

Cible 1.A : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Cible 1.B : Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif.

Cible 1.C : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

- 2- Assurer l'éducation primaire pour tous** : Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire a été réduit quasiment de moitié dans le monde, passant de 100 millions en 2000 à environ 57 millions en 2015. Parmi toutes les régions, l'Afrique subsaharienne a obtenu les meilleurs résultats en ce qui concerne l'éducation primaire depuis que les OMD ont été mis en place.

Cible 2.A : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

- 3- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes** : Beaucoup plus de filles sont scolarisées qu'en 2000. Dans leur ensemble, les régions en développement ont atteint la cible consistant à éliminer la disparité entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Cible 3.A : Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.

- 4- Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans** : Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans le monde a diminué de plus de moitié, passant de 90 à 43 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2015. En Afrique subsaharienne, le taux annuel de réduction de la mortalité des moins de cinq ans a augmenté plus de cinq fois durant la période 2005-2013 qu'il ne l'avait fait lors de la période 1990-1995.

Cible 4.A : Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

5- Améliorer la santé maternelle : Depuis 1990, le taux de mortalité maternelle a diminué de 45 % dans le monde; la plus grande partie de cette diminution a eu lieu depuis 2000.

Cible 5.A : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.

Cible 5.B : Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015.

6- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies : Les nouvelles infections au VIH ont chuté de près de 40 % entre 2000 et 2013, passant, selon les estimations, de 3,5 à 2,1 millions de cas. Plus de 6,2 millions de décès dus au paludisme ont été évités entre 2000 et 2015, principalement chez les enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne.

Cible 6.A : D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle.

Cible 6.B : D'ici à 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida.

Cible 6.C : D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle.

7- Assurer un environnement durable : Les substances appauvrissant la couche d'ozone ont été pratiquement toutes éliminées depuis 1990, et la couche d'ozone devrait se reconstituer d'ici au milieu du siècle.

Cible 7.A : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

Cible 7.B : Réduire la perte de la biodiversité et atteindre, d'ici à 2010, une diminution significative du taux de perte.

Cible 7.C : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base.

Cible 7.D : Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

8- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement : Les pays développés ont accru leur aide publique au développement de 66 % en termes réels entre 2000 et 2014, atteignant 135,2 milliards de dollars.

Cible 8.A : Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire.

Cible 8.B et 8.C : Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement.

Cible 8.D : Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement

Cible 8.F : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous.

Cible 8.E : En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

En effet les OMD constituent des objectifs que la plupart des pays riches cherchent à atteindre. C'est ainsi que l'AID doit accompagner les pays vulnérables afin de parvenir à éliminer la pauvreté. Les pays développés doivent doubler d'efforts pour que ces objectifs soient atteints, cela en doublant le montant d'aide alloué et cherchant son efficacité dans les pays récipiendaires.

Section 3: Revue littéraire sur l'efficacité de l'aide

Pour appréhender l'effet de l'aide sur la réduction de la pauvreté, certains auteurs ont évoqué son effet sur la croissance économique. Dans cette section nous allons voir la notion de l'efficacité de l'aide d'une manière générale par la suite voir l'analyse de Burnside et Dollar⁴⁰ et celui de Collier et Dollar⁴¹.

2.3.1 Efficacité de l'aide au développement

L'aide internationale au développement est aujourd'hui considérée comme l'une des principales solutions pour promouvoir le développement économique et lutter contre la pauvreté au niveau international.

Le débat sur l'efficacité de l'aide est toujours concentré sur son impact sur la croissance. Toutefois, depuis le début des années 1990, l'aide s'est progressivement axée son objectif sur la réduction de la pauvreté, cet objectif a attiré 189 pays aux Nations Unies (NU) à s'engager pour baisser le phénomène de la pauvreté dans le monde de moitié avant 2015. Ainsi, dans la perspective de l'atteinte des objectifs les pays donateurs cherchent à allouer une aide efficace aux bénéficiaires des pays pauvres. C'est de là que l'efficacité est au centre des préoccupations de bailleurs de fonds.

De plus en plus la relation entre l'aide et la réduction de la pauvreté paraît d'une grande importance. Pour cerner l'effet de l'aide sur la réduction de la pauvreté, certains auteurs ont évoqué son impact sur la croissance économique. De ces débats découlent des études sur l'efficacité en termes de croissance économiques des pays pauvres et en termes de réduction de la pauvreté. De ce fait, Burnside et Dollar élaborent un modèle en 1997 sur l'efficacité de l'aide sur la croissance qui exige des bonnes politiques économiques pour l'allocation de l'aide pour que cette dernière soit efficace dans les pays bénéficiaires. Une autre étude est menée par Collier et Dollar 2002 qui met en évidence l'efficacité de l'aide sur la réduction de la pauvreté.

⁴⁰ C. BURNSIDE, D. DOLLAR, « Aid, Policies and Growth », American Economic Review, volume 90, 2000

⁴¹ P. COLLIER, D. DOLLAR « Aid Allocation and Poverty Reduction », European Economic Review 46(8), 2002

2.3.2 Analyse de Burnside et Dollar

Depuis le début des années 1990, l'aide internationale était fortement en baisse et les discussions sur l'efficacité ont animé la communauté internationale. C'est ainsi que la BM relance le débat sur l'efficacité de l'aide. C'est suivant ce contexte que les travaux de Burnside et Dollar (1997, 2000)⁴² ont été élaborés. Leur analyse est au centre des apports sur l'efficacité de l'aide. Ainsi, cette analyse marque un changement dans l'étude de l'efficacité de l'aide, puisqu'elle aborde la question de l'efficacité qui est liée à des conditions macro-économiques favorables. L'idée de ces auteurs stipule que l'aide peut avoir un effet sur la réduction de la pauvreté, si son allocation est basée sur les bonnes politiques économiques des pays bénéficiaires. Ils considèrent ainsi l'amélioration de la croissance comme le seul vecteur de la réduction de la pauvreté.

L'analyse développée par Burnside et Dollar est aussi reprise dans le rapport « *Assessing Aid* »⁴³ de la Banque Mondiale, est que l'efficacité de l'aide selon l'optique de croissance dépend des bonnes politiques économiques mises en œuvre par les pays en développement. Cependant, la qualité des politiques macro-économiques est appréhendée par la maîtrise de l'inflation, l'équilibre budgétaire et la mise en œuvre d'une politique d'ouverture commerciale.

Parlant des bonnes politiques économiques cela fait référence aux politiques macroéconomiques qui correspondent aux normes de carré magique de N. Kaldor, ainsi pour l'auteur, pour que le pays connaisse une croissance économique, il faut qu'il maîtrise les quatre (4) indicateurs (le taux de croissance, le chômage, l'inflation et l'équilibre extérieur) qui forment le carré magique. Plus la forme des indicateurs ressemble à un carré plus l'économie est en équilibre. C'est pourquoi l'aide doit d'abord permettre de maîtriser ces indicateurs fondamentaux du carré magique ensuite élever le taux de croissance pour enfin agir sur la pauvreté.

Autrement dit l'efficacité de l'aide en termes de croissance est fonction de la qualité des politiques économiques du pays bénéficiaires de l'aide au développement.

⁴² CHARNOZ O., SEVERINO J-M., « L'aide publique au développement », Editions La Découverte, Paris, 2007, P.101

⁴³ Rapport de la BM, « *assessing aid* », 1998 (évaluer l'aide)

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

La principale conclusion du travail de Burnside et Dollar est que l'efficacité de l'aide est liée à l'environnement macroéconomique du pays bénéficiaire. C'est pourquoi, l'aide doit être destinée aux pays les plus pauvres et ayant de bonnes politiques économiques.

Au terme de cette analyse sur la relation aide au développement et croissance, Collier et Dollar s'ajoutent aux deux auteurs en analysant l'efficacité en termes de réduction de la pauvreté dont ces deux approches ont une vision commune, l'efficacité est liée aux bonnes politiques économiques.

2.3.3 Analyse de Collier et Dollar

Pour expliquer l'efficacité de l'aide en termes de réduction de la pauvreté, Collier et Dollar⁴⁴ dans leur étude se demandent comment les pays donateurs doivent allouer leur aide s'ils veulent avoir un effet maximum sur la réduction de la pauvreté ? Les deux auteurs reprennent pour cela, l'idée de Burnside et Dollar selon laquelle, la réduction de la pauvreté serait maximale que si l'allocation de l'aide est conditionnée par des politiques économiques saines (la maîtrise de l'inflation, l'équilibre budgétaire et la mise en œuvre d'une politique d'ouverture commerciale) des pays receveurs. Ils considèrent ainsi l'amélioration de la croissance économique comme seul vecteur de la réduction de la pauvreté. Collier et Dollar à partir de cette conclusion, cherchent les implications au niveau de l'allocation de l'aide. Leur étude porte sur la mise en place d'un système d'allocation efficace, c'est-à-dire qui minimise la pauvreté, pour ensuite le comparer au système d'allocation en vigueur.

Deux hypothèses ont été élaborées dans cette étude. Dans un premier temps les auteurs reprennent la conclusion de Burnside et Dollar qui met en relation l'efficacité de l'aide en termes de croissance avec les bonnes politiques économiques des pays bénéficiaires. Dans un second temps l'effet de l'aide sur la réduction de la pauvreté passe uniquement par la croissance, c'est du moins le seul facteur de réduction de la pauvreté qui est pris en considération. Leur analyse repose sur l'idée suivante : Pour maximiser la réduction de la pauvreté, l'aide devrait être allouée aux pays ayant de graves problèmes de pauvreté et de bonnes politiques économiques. C'est dans ce sens que l'allocation géographique de l'aide qui permet de baisser le niveau de la pauvreté est identifiée par les auteurs en égalisant le nombre de personnes sortant de la pauvreté grâce à un dollar supplémentaire d'aide reçue. De ce fait,

⁴⁴ Pierre jacquet, « Afrique contemporaine », Edition DE Boeck University, Bruxelles, 2005, P54

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

pour procéder à la maximisation de la réduction de la pauvreté par l'allocation d'aide, Collier et Dollar doivent mesurer d'abord l'effet marginal de l'aide sur la croissance et ensuite l'effet de la croissance sur la réduction de la pauvreté.

Les deux mêmes auteurs (2001) en analysant l'efficacité en termes de réduction de la pauvreté, repensent leur analyse dans la perspective spécifique des OMD. Il apparaît alors que ces objectifs ne sont pas atteignables dans la situation actuelle du système d'allocation de l'aide, mais ils peuvent l'être, au moins dans certaines régions, si des réformes des politiques économiques et une réallocation de l'aide sont adoptées.

En définitive, Collier et Dollar concluent que l'efficacité de l'aide dépend de la qualité des politiques et des institutions du pays receveur. Ils reprennent les résultats pour approfondir les implications au niveau de l'allocation de l'aide. Leur recherche porte sur la conception d'un système d'allocation efficace, c'est-à-dire réduisant la pauvreté.

L'efficacité de l'aide au développement est d'une importance capitale pour les bailleurs de fonds, mais cela à susciter beaucoup de débats dont les deux analyses précédentes qui ont tenté de mettre en évidence la relation existante entre l'aide au développement, la croissance ainsi que la pauvreté.

Conclusion

En définitive, les modèles évoqués insistaient sur l'industrialisation, et l'aide au développement doit constituer un moyen de financement compte tenu de l'insuffisance du financement interne des pays pauvres. Ils sont arrivés à la conclusion selon laquelle les fruits de cette industrialisation bénéficient aux pays en développement et éradiquent la pauvreté.

L'aide au développement constitue une solution aux problèmes de croissance économique dans les pays du sud et elle contribue à l'accroissement de l'investissement par la suite du revenu, de l'épargne donc il y a augmentation de la capacité à investir. Tout cela guide vers une croissance économique entretenue et qui va permettre aux pays pauvres de réduire la pauvreté. La croissance constitue un passage pour atteindre l'objectif d'amélioration de condition de vie. Considérée comme un phénomène multidimensionnel, la pauvreté est perçue sous plusieurs contraintes que les pays sous-développés cherchent à limiter, pour cela l'aide y intervient et cela a conduit les NU avec l'ensemble de la

Analyse de la relation théorique entre l'aide internationale au développement et la pauvreté

communauté internationale à élaborer des objectifs à atteindre pour éliminer l'extrême pauvreté.

D'une manière générale dans la notion théorique d'efficacité de l'aide au développement l'apport de l'AID sur la croissance et la pauvreté est perçu sous deux angles. Il y a d'un côté ceux pour qui l'aide n'a un effet sur la croissance que si le pays bénéficiaire applique de bonnes politiques économiques (Burnside et Dollar). D'un autre côté, il y a ceux (Collier et Dollar) en plus de bonnes politiques économiques pour que l'aide soit efficace il faut une aide supplémentaire qui va conduire à réduire de moitié la pauvreté.

En effet, sachant que l'implication de l'aide sur la pauvreté passe généralement par la croissance, et que l'aide permet de booster la croissance dans les PSD. Il sera question d'analyser l'aide internationale au développement destinée au Niger pour la réduction de la pauvreté et de voir son évolution ainsi que leur relation.

Chapitre 3

ANALYSE EMPIRIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT : CAS DU NIGER

Les débats autour de l'aide au développement constituent une préoccupation importante dans les grands sommets internationaux. Beaucoup de travaux ont été réalisés à cet effet. L'efficacité de l'aide dans les pays en développement reste toujours primordiale sur la scène internationale. Pour chercher une solution appropriée, des économistes se sont penchés sur la contribution de l'aide sur la réduction de la pauvreté en passant par la croissance. C'est ainsi que d'après les statistiques, le Niger a un niveau de pauvreté élevé au monde. Dans le souci d'atteindre les OMD, c'est-à-dire réduire l'extrême pauvreté, la période des années 2000 sera prise en compte dans notre étude pour voir l'effet de l'aide sur l'amélioration des conditions de vie de la population nigérienne.

Nous allons d'abord présenter un aperçu général sur le Niger (section 1), évoquer le contexte de l'aide au développement dans le pays (section 2), et enfin mener une étude empirique pour ressortir l'apport de l'aide internationale au développement sur la réduction de la pauvreté au Niger (section 3).

Section 1: Présentation générale du Niger

Il est important avant d'évoquer l'étude empirique sur le Niger de faire une présentation du pays et sa situation économique.

3.1.1 Cadre général

Situé en Afrique de l'Ouest, le Niger couvre une superficie de 1.267.000 km². Il est limité au Nord par l'Algérie et la Libye, à l'Est par le Tchad, au Sud par la République Fédérale du Nigeria et le Bénin, à l'Ouest par le Burkina Faso et au Nord-Ouest par le Mali. De par sa superficie, le Niger est l'un des pays les plus vastes en Afrique de l'Ouest. C'est aussi un pays enclavé qui ne possède pas de débouché sur la mer, dont le port le plus proche est situé à près de 1 000 km au Bénin (port de Cotonou). Le climat nigérien est tropical et se caractérise par deux (2) principales saisons : une très longue saison sèche qui dure environ huit (8) mois, du mois d'octobre au mois de mai et une courte saison de pluie qui dure quatre (4) à cinq (5) mois, du mois d'avril (ou mai) au mois de septembre. Il est constaté que par ailleurs, la population nigérienne vit essentiellement du secteur primaire notamment de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat. La République du Niger a accédé à son indépendance le 03 août 1960, comme beaucoup d'autres pays africains et ayant pour langue officielle le Français. Le taux d'accroissement de la population évolue à un rythme

exponentiel. La population était de 7 millions en 1988⁴⁵, et elle est estimée aujourd'hui à 23.310.715 d'habitants⁴⁶.

Au-delà de son taux d'accroissement moyen annuel de 3,3 % par rapport au recensement général de la population en 1988, la population se caractérise par une faible densité de peuplement 10,3 hab/km² dans la bande Sud du pays, une proportion presque équilibrée de la population par sexe (50,1% de femmes contre 49,9% d'hommes)⁴⁷. A cela s'ajoute une urbanisation très faible soit 16,6%, mais en forte progression et près de la moitié de la population à moins de 15 ans. Le territoire est divisé en 8 régions, trente-six départements et 265 communes dont 52 urbaines et 213 rurales. Il est traversé par le fleuve Niger qui est son seul cours d'eau sur une longueur de 550 km. Au Niger les activités agropastorales constituent les principales activités des populations. L'élevage constitue l'activité économique secondaire du pays après l'agriculture. Il concerne particulièrement certaines ethnies telles que Peulhs, Toubous et les Touaregs qui détiennent les 2/3 du troupeau. Le pays est dans sa grande partie favorable à l'élevage surtout dans sa zone nord sahélienne où il est pratiqué à titre principal. Cependant, malgré la grande superficie disponible, l'élevage est à l'image de l'agriculture confronté à un certain nombre de difficultés qui entravent son essor. En plus de l'élevage extensif pratiqué, la situation géographique du pays caractérisée par un climat capricieux qui expose le pays de façon cyclique au phénomène de la sécheresse.

En plus du secteur agropastoral, le Niger est classé le cinquième producteur mondial de l'Uranium⁴⁸ dont la France dispose depuis presque 50 ans de l'exclusivité du marché. En 1973 le choc pétrolier a incité les pays industriels à chercher des énergies de substitution des hydrocarbures. L'Uranium est devenu alors un enjeu stratégique et le Niger qui possède d'importants gisements commence à développer sa production. Ainsi, plusieurs pays vont chercher la piste du nucléaire ouvrant de gros contrats au géant groupe nucléaire français AREVA qui exploite l'Uranium du Niger. La production nigérienne de l'Uranium est multipliée par dix (La production passe de 400 tonnes en 1971 à 4250 tonnes en 1982, et le

⁴⁵ Source : recensement général de la population du Niger de 1988

⁴⁶ Statistique en ligne BM. 2019

⁴⁷ RGP/H 2001, Résultats définitifs des principaux indicateurs statistiques de la population du Niger en 2001, Décembre 2004, Plaquette de 4 pages

⁴⁸ Agence Internationale de l'Energie Atomique « rapport sur la production mondiale d'uranium : classement des Etats du monde par tonnes d'uranium », 2019

prix de 5000 FCFA à 24500FCFA.) ; le pays connaît à cette époque un taux de croissance de l'ordre de 20% en moyenne, les exportations ont augmenté de 28% en moyenne par an et les recettes fiscales de 20%⁴⁹. La très forte progression des recettes d'exportation a donné l'occasion au pays de s'endetter sans difficulté. Cet endettement est effectué essentiellement par les entreprises publiques et du gouvernement pour financer des dépenses budgétaires en constante progression.

Le Niger se verra entrer dans une nouvelle ère de son histoire à partir de 1983 à la suite de la chute du prix de l'Uranium qui représente plus de 80% des recettes d'exportation, ces dernières vont enregistrer une chute vertigineuse. Il faut ajouter la hausse des taux d'intérêts internationaux et le cours du dollar qui ont eu un impact négatif sur la dette du pays. Le déficit budgétaire a doublé, désormais il y a un accès difficile aux prêts. C'est le véritable début du recours aux bailleurs de fonds. Cette situation que le pays commence à vivre a conduit le Niger dans une nécessité de faire recours aux appuis extérieurs (les aides internationales). Toutes ces difficultés ont maintenu le pays dans une situation de pauvreté avec des faibles revenus et donc le pays a reçu depuis des années des aides destinées à amorcer le processus de développement économique et donc améliorer les conditions de vie de la population.

3.1.2 Situation économique

Le Niger est un pays continental qui dispose de très peu de ressources naturelles. L'uranium et le pétrole constituent les deux principales ressources naturelles du pays. S'agissant de l'uranium, l'intervenant majeur est le groupe français Orano (ex- Areva) qu'exploitent avec l'Etat nigérien et des partenaires étranger les deux sites : la Somair (1730 tonnes en 2017) et la Cominak (1035 tonnes en 2017). La seule source de devise est l'uranium qui représente 61% de l'exportation du pays⁵⁰. Quant au pétrole, son exploitation est récente (2011). Sa production est estimée à 20000 barils par jour et occupe une place faible dans l'économie du pays.

L'économie nigérienne repose, en majeure partie, sur les activités agricoles. Elle demeure encore agricole car plus de 80% de la main d'œuvre est dans le secteur agricole. Ce secteur continue d'occuper une place importante dans le PIB et constitue le moteur de la

⁴⁹ Selon le rapport de l'INS Niger, 1998

⁵⁰ Rapport du ministère de l'économie et de finance du Niger, 2018

croissance, or cette agriculture est dominée par la production pluviale et reste soumise aux aléas climatiques.

Depuis le début des années 80, le tissu industriel demeure encore embryonnaire, il est surtout formé par les industries extractives de l'uranium et du pétrole. Les cours de l'uranium ont fortement baissé du fait de l'environnement de l'économie internationale et le renversement de la tendance sur le marché de l'uranium, principale source de devise. Ce qui a engendré une crise de l'endettement comme la plupart des pays en voie de développement. Pour faire face à cette crise, des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) ont été conçus et mis en œuvre. Dès 1982-1983, le Niger adopte, le cycle de l'ajustement structurel. Les autorités nigériennes et les institutions du BW s'engagent à mettre en place des programmes de stabilisation de la situation. Ces programmes ont plusieurs objectifs dont la libéralisation de l'économie, la maîtrise des finances publiques, l'amélioration du cadre juridique des entreprises et le désengagement de l'État du secteur concurrentiel pour accroître la productivité de l'économie et l'offre privée.

Ces politiques financières des grandes institutions internationales malgré leur intervention n'ont pas abouti à une sortie de la crise. Les premiers PAS mis en œuvre par le gouvernement avec l'appui de la BM et du FMI ont vu le jour durant les années 1980. Mais les difficultés économiques persistent toujours jusqu'aux années 90. Cependant, le Niger enregistre le PIB par habitant le plus faible de l'UEMOA avec 133700F CFA (204 Euros) en 2003. À cette situation s'ajoute la dévaluation du Franc CFA, la monnaie nationale que le Niger partage avec plusieurs autres pays de la sous-région, de 50%, en janvier 1994⁵¹. Quant à la croissance économique, elle reste très faible tandis que le chômage estimé à près de 30% et l'inflation reste non maîtrisée. Les deux dernières décennies ont été marquées par une faible croissance économique, la crise de l'endettement, l'ajustement et l'aggravation de la pauvreté. Les indicateurs significatifs de ce marasme sont le faible taux de croissance du PIB, les déficits des finances publiques et de la balance des paiements courants. La croissance économique repose sur la production agro-pastorale qui dépend des aléas climatiques. La contribution du secteur primaire au PIB est passée de 34,4% en 1990 à 37,5% en 1999. La part relative du secteur secondaire demeure faible et suit une tendance à la baisse, de 19,9% en 1990 à 15,5% en 1999 le secteur tertiaire représente en moyenne 45% du PIB de 1990 à

⁵¹ Commission de l'UEMOA, Mars 2005.

2000⁵². Une des caractéristiques de la structure du PIB est la domination de l'informel qui représente plus de 70% au cours de la décennie 1990 (67,4% en 1990 et 76% en 1999)⁵³. Ce secteur informel a des conséquences néfastes sur la mobilisation des ressources internes, donc sur l'équilibre du budget et la capacité d'investissement de l'Etat. Au cours des deux dernières décennies, la croissance économique a été très faible. Selon la BM la croissance est projetée à environ 6% en 2020 et 5,5% en 2021, mais compte tenu de la pandémie de la Covid 19 qui a affectée l'économie au niveau mondiale, cette projection sera revue à la baisse. Les efforts du gouvernement et les soutiens de bailleurs de fond pour atteindre ses objectifs de développement notamment la réduction de la pauvreté constituent l'atout du Niger pour maintenir une trajectoire de croissance élevée au cours des prochaines années.

Au cours de la décennie 1990, la balance des paiements courants a été structurellement déficitaire. La structure des importations est marquée par la prépondérance des produits alimentaires et des biens d'équipements qui représentent respectivement 31,5% et 26,2% des importations totales en 1999. Les produits pétroliers contribuent à hauteur de 17,2% aux importations totales. Quant aux exportations, elles restent encore concentrées sur l'uranium dont la demande et le cours continuent à baisser. Néanmoins, l'uranium demeure le principal produit d'exportation, soit 54% en valeur en 1999, tandis que la part relative des produits agro-pastoraux est de 30,1%⁵⁴.

L'analyse des finances publiques fait apparaître une dégradation continue résultant de la faible mobilisation des ressources internes due notamment au caractère informel de l'économie, à la baisse des recettes fiscales et à la rigidité des dépenses courantes. La faiblesse de l'épargne intérieure handicape le financement du développement à telle enseigne que l'aide internationale finance environ 60% des dépenses de fonctionnement de l'Etat et la quasi-totalité des dépenses d'investissements.

⁵² Plan de Développement Economique et Social (PDES) Niger, 2017-2021, P.27

⁵³ Selon le rapport de l'INS/ Niger, 2000

⁵⁴ Plan de Développement Economique et Social(PDES) Niger, 2000, P. 18

Section 2: Contexte de l'aide au Niger

L'aide au développement reste une dimension, essentielle de la politique de développement internationale. Elle constitue une part importante des ressources des pays en développement. Au lendemain de l'indépendance, le Niger doit faire face aux exigences du développement économique et social. C'est dans ce sens que l'aide a été octroyée au Niger pour amorcer son développement.

3.2.1 Evolution de l'aide

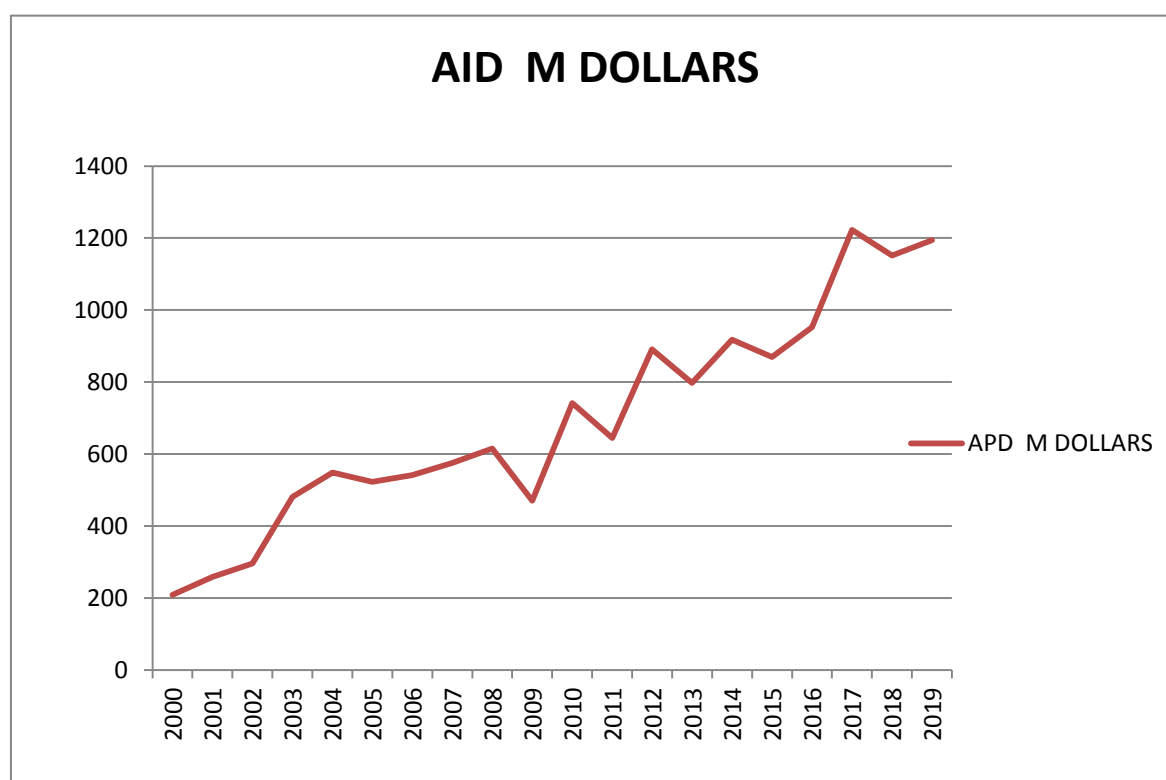
Selon la Banque mondiale, en 1960, alors que le pays est peuplé de 3,24 millions d'habitants, son budget ne représente que 8,69 millions d'euros. Durant cette période l'environnement mondial était propice aux financements internationaux par les idéologies généreuses socialistes, des aides sont octroyées à des pays pauvres notamment les pays africains pour amorcer leur processus de développement économique.

Ainsi, au cours de la période 1990-2009, l'évolution des engagements s'est faite de manière inégale, suivant des fluctuations durant toute la période. La chute la plus représentative a été enregistrée en 1999 où les engagements ont été revus à la baisse de plus de moitié par rapport à 1998, passant de 370 millions de dollars à 143 millions de dollars due à des situations sociopolitiques qu'a connues le pays.

Pour le Niger sur les 2242,2 millions de dollars d'aide reçues de 1994 à 2004, l'aide multilatérale a représenté 69,87% contre 30,13% d'aide bilatérale⁵⁵. La France premier bailleur bilatéral du Niger a accordé une aide en 1996 correspondant (0,005%) de son PIB⁵⁶.

⁵⁵ Statistique en ligne OCDE, 2005

⁵⁶ Rapport de l'AFD, 1996

Graph 6 : Evolution de l'AID au Niger

Source : Elaboré par nous-même sur la base des statistiques en ligne de la BM, 2019

La courbe retrace l'évolution de l'aide de 2000 à 2019. Elle indique une évolution en dent de scie, il faut noter qu'avec l'adoption des OMD en 2000 les efforts de la communauté internationale ont augmenté en faveur des pays pauvres pour réduire de moitié l'extrême pauvreté. D'une manière générale, au cours de cette période, l'évolution des engagements s'est faite de façon irrégulière, alternant des phases de hausse et de baisse qui correspondent à des périodes particulières de l'évolution de la situation sociopolitique du Niger. En effet on peut distinguer la période 2000-2008 durant laquelle on assiste à une augmentation progressive passant de 209,2 millions de dollars à 615,5 millions de dollars en 2009 on constate une chute de l'aide due à l'instabilité politique (la fin du mandat du président et le désir d'être reconduit pour un troisième mandat non constitutionnel). Après cela de 2010 à 2019, on assiste à des fluctuations des montants de l'aide. Durant toute cette période l'augmentation de l'aide s'explique par l'adoption des OMD avec l'ambition de la communauté internationale d'apporter les soutiens pour réduire la pauvreté et aussi du à des périodes de stabilités politiques qu'a connues le pays. Quant à la chute, elle correspond à des moments forts de la vie politique au Niger marqués par les coups d'états et autres. Il dénote

que la coopération internationale au développement semble plus affectée par les variables politiques que par les besoins réels de la population.

3.2.2 Importance de l'aide

L'AID constitue une part importante des ressources des pays en développement. L'objectif principal des ressources extérieures est de générer une augmentation du revenu issue du processus de croissance qui aura un effet significatif sur la pauvreté et aussi de mettre en place des programmes spécifiques destinés à améliorer les conditions de vie de la population. C'est pourquoi, avec l'adoption des OMD en 2000 par la communauté internationale les efforts envers la réduction de la pauvreté ne cessent d'augmenter. L'importance de l'aide remonte aux travaux de « big push » évoqués précédemment qui montre le besoin de financement pour les économies en développement. C'est dans ce cadre et conformément aux engagements internationaux, notamment ceux de la déclaration du millénaire, la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) s'est fixé l'objectif de réduire la pauvreté de 50% d'ici à 2015⁵⁷. Sur la base de cet engagement commun, le gouvernement nigérien, appuyé par les institutions de Bretton Woods, a élaboré une stratégie de lutte contre la pauvreté fondée sur la conviction que la réduction de la pauvreté passe par une croissance soutenue, créatrice d'emplois et génératrice de revenus dans la sphère des pays pauvres. Cette orientation est conditionnée par une option politique basée sur une bonne gestion des affaires publiques, la restauration des équilibres macroéconomiques, un secteur privé dynamique et une exploitation durable des ressources naturelles.

Les ressources financières internes du Niger sont insuffisantes pour subvenir aux besoins du pays et ne permettent pas au pays d'entamer un processus de croissance. C'est pourquoi l'Etat nigérien cherche avec le concours des bailleurs des fonds à compenser le déficit interne pour financer son développement, rompre le cercle vicieux de la pauvreté et enfin trouver le chemin de la croissance économique. De ce fait, les ressources extérieures financent l'économie nigérienne à hauteur de 40% à 50% le budget de fonctionnement et à près de 90% les investissements publics⁵⁸. Les investissements publics, dont plus de 90% sont

⁵⁷ Cabinet du Premier ministre du Niger, secrétariat permanent du DSRP, *Stratégie de réduction de la pauvreté*, janvier 2002

⁵⁸ Rapport du Ministère de plan du Niger, 2015

assurés par l'aide publique au développement, passent de 10,21 millions d'euros en 1967 à 67 millions d'euros en 1977, soit un accroissement de 656%⁵⁹.

Le Niger avec un taux de pauvreté très élevé (41,4% en 2019)⁶⁰ reçoit de l'aide pour réduire l'extrême pauvreté. Selon le profil de la pauvreté, 62,1% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire (soit 331 et 242 dollars) par an et par personne, 34% sont extrêmement pauvres. Ainsi, rien que pour la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté (2008-2012), les ressources extérieures reçues de la part de la communauté internationale par le Niger sont évaluées à 1.530,1 milliards FCFA (38% du montant total nécessaire pour éliminer la pauvreté et à 5.483,8 milliards FCFA 72% du montant total⁶¹. Cela révèle à quel point le Niger sollicite les bailleurs de fonds pour le financement de son développement. De 1960 à 2009, l'aide a représenté en moyenne 10% du PIB au Niger, les flux d'aide sont donc permanents. La croissance économique du Niger dépend fortement des aléas climatiques; on est passé d'une croissance de 10% en 1998 à - 1% en 2000 pour remonter à 5,1% en 2001 en fonction de la pluviométrie⁶². De même, tous les documents officiels reconnaissent que les ressources internes publiques ne permettent même pas de couvrir les dépenses de souveraineté. Le niveau de l'épargne nationale est extrêmement bas.

Le Niger, c'est aussi une forte dépendance à l'afflux massif des fonds extérieurs pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement afin de réduire de moitié l'extrême pauvreté. En dépit des efforts importants en faveur du Niger, la répercussion de l'aide sur la croissance, sur le développement économique, ou encore sur la réduction de la pauvreté demeure insignifiante, car la pauvreté frappe toujours le pays et le Niger reste parmi les pays les plus pauvres et l'un des pays qui a le plus faible IDH en 2019 189^e sur 189 pays classés.

⁵⁹ OLIVIER Guillaume « L'aide publique au développement : Un outil à réinventer » Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2004, P.153

⁶⁰ Selon le rapport du PNUD sur la stratégie de réduction de la pauvreté ,2019

⁶¹ FMI, Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté du Niger « deuxième rapport de mise en œuvre », version validée, 2003 /2004, p. 19

⁶² Ministère de l'économie et des finances du Niger, 2002

Tableau 3: Evolution de l'AID% du PIB au Niger

Années	AID% PIB
2000	12,5
2001	14,3
2002	14,3
2003	18,2
2004	18,9
2005	15,5
2006	14,8
2007	13,4
2008	11,3
2009	8,7
2010	12,9
2011	10
2012	12,8
2013	10,4
2014	11,1
2015	12
2016	12,5
2017	15
Moyenne	13,26

Source : Réalisé par nous même à partir des données de la BM sur le Niger

Ce tableau illustratif de la part de l'aide en pourcentage du PIB, nous indique que l'aide constitue un revenu important pour l'économie nigérienne. Nous constatons que l'aide occupe une place importante dans le PIB du Niger et cela est dû à l'insuffisance des ressources financières internes. Durant la période 2000-2017 le pourcentage de l'aide dans le PIB avoisine le 13% en moyen. Etant donné que le pays cherche à réduire la pauvreté et entamer

son processus de croissance afin de garantir des meilleures conditions de vie à la population, l'aide demeure une source importante de financement extérieur pour assurer les meilleures conditions d'un développement durable soutenu permettant d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté de 50%.

Considéré comme un pays pauvre, le Niger figure dans la liste des pays éligibles à l'APD et a reçu depuis l'indépendance des appuis pour parvenir à promouvoir le processus de croissance et donc améliorer les conditions de vie de la population. Néanmoins, le Niger dépend beaucoup de l'aide extérieure, plus de la moitié des dépenses publiques sont financées par l'aide. Elle constitue la condition primordiale et engendre de nombreux autres changements structurels. La capacité de l'aide à faire reculer la pauvreté dans son aspect réel c'est-à-dire à changer le quotidien des populations pauvres du Niger reste problématique. Une façon de dire que l'apport de l'aide est une chose et son effet en est une autre. Autrement dit, la lutte contre la pauvreté devrait être volontariste et fortement appuyée par des ressources publiques externes, à l'image du plan Marshall qui a soutenu la reconstruction de l'Europe après sa destruction lors de la Seconde Guerre mondiale. Par conséquent, une étude chiffrée sera réalisée dans la section (3) pour voir le lien et aussi l'effet de l'aide au développement sur la pauvreté à travers le revenu national par habitant.

Section 3: Etude empirique

Le Niger continue de bénéficier d'énormes appuis financiers de l'extérieur sous forme d'aide internationale au développement, en vue d'amorcer une croissance économique et donc d'améliorer les conditions de vie de sa population, malgré ces apports le Niger reste parmi les pays les plus pauvres. Fort de ce constat, il est question dans cette partie de mener une étude afin de faire ressortir la contribution de l'aide sur la pauvreté en se basant sur le revenu national par habitant.

3.3.1 Présentation du modèle

Notre objectif à l'issue de cette étude est de confronter les résultats théoriques et empiriques à la réalité de la situation du Niger en vue de voir la contribution de l'aide au développement sur la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, le choix d'un modèle économétrique est nécessaire. Il est basé sur le modèle de régression multiple qui consiste à mener une étude sur la relation entre les variables. Ce sont des variables constituées d'une variable Y (à expliquer, dépendante ou endogène) et des variables X (indépendante

explicative ou exogène). Dans un premier temps, il s'agit de voir la linéarité du modèle et la relation existante en calculant le coefficient de corrélation ; ensuite estimer le modèle en calculant les coefficients des paramètres du modèle, c'est-à-dire calculer les coefficients de chaque variable (dépendante et indépendante) et enfin procéder à un test appelé test de Student pour voir la significativité des variables du modèle ensuite le test de Fisher pour voir la significativité et stabilité globale du modèle.

A cet effet, nous allons présenter les sources de données à estimer, les variables retenues afin de procéder à une estimation avec la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

3.3.1.1 Sources de données et période d'étude

Pour bien mener notre étude de recherche, nous avons jugé utile de mettre en évidence les sources des données utilisées tout au long de cette étude. Ces données proviennent essentiellement de la BM, l'Institut National de Statistique (I.N.S/Niger) et l'OCDE. L'aide a commencé à avoir une grande considération au début des années 2000 avec l'adoption des OMD aux NU et que la réduction de la pauvreté constitue une préoccupation pour plusieurs bailleurs de fonds, c'est pourquoi notre étude s'étend sur la période 2001-2019 soit 19 observations.

Le tableau suivant présente les données utilisées tout au long de cette étude afin d'arriver aux résultats obtenus. Ces données ont servi à effectuer tous les calculs par le biais du logiciel SPSS. Ce logiciel permet de faire les calculs nécessaires. Les données sans Log sont en annexe 1

Tableau 4: Données avec Logarithme base 10

années	RNHB	AIDHB	TC
2001	2,32	1,34	0,85
2002	2,32	1,39	0,68
2003	2,36	1,58	0,39
2004	2,43	1,62	-0,46
2005	2,49	1,58	0,85
2006	2,53	1,58	0,76
2007	2,56	1,59	0,49
2008	2,62	1,61	0,89
2009	2,65	1,47	0,27
2010	2,68	1,65	0,93
2011	2,68	1,58	0,37
2012	2,72	1,70	1,03
2013	2,73	1,63	0,75
2014	2,74	1,68	0,82
2015	2,72	1,64	0,64
2016	2,70	1,66	0,75
2017	2,69	1,75	0,70
2018	2,73	1,73	0,85
2019	2,75	1,74	0,76

Source : Réalise par nous même à partir des différentes sources (BM, OCDE, INS)

3.3.1.2 Choix des variables

Le lien AID/pauvreté est déterminé par plusieurs variables. Dans notre analyse nous avons retenu une variable dépendante qui est le RNHB et deux variables indépendantes qui sont l'AIDHB, et TC.

RNHB : c'est le revenu national par habitant. Il est considéré comme un indicateur du développement économique qui exprime le niveau de vie de la population et il nous renseigne sur le niveau de la pauvreté. Il est le critère de base défini par la BM pour classer les pays en des groupes ; et c'est sur la base du revenu que le CAD octroie l'aide en élaborant une liste des pays éligible à l'AID.

Le choix de variables explicatives est effectué principalement sur la base de la littérature sur l'aide ainsi que les études empiriques passées.

AIDHB : c'est l'aide internationale au développement par habitant, exprimée en Dollar américain qui théoriquement a un impact sur la réduction de la pauvreté. C'est notre variable indépendante principale, cela pourra se traduire par son effet positif sur le revenu.

TC : c'est le taux de croissance exprimé en pourcentage. La croissance économique permet aux pays pauvres de faire face aux défis de la pauvreté à travers le revenu. Ainsi pour plusieurs auteurs (comme Nurkse, Rodon), promouvoir la croissance nécessite des appuis aux pays pauvres en finançant les investissements à travers l'aide. Le lien entre l'AID, la croissance, et la pauvreté est aussi expliqué par les travaux de Burnside et Dollar stipulant que l'effet de l'aide sur la pauvreté, passe principalement par la croissance.

3.3.2 Spécification du Modèle

L'objectif principal de cette étude est de faire ressortir la relation existante entre le revenu et l'aide ainsi que le taux de croissance. Le modèle mesurant la contribution de l'aide sur la réduction de la pauvreté qui suppose une relation linéaire entre la variable dépendante et les variables indépendantes, peut s'écrire sous la forme suivante:

$$\text{LRNHB} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{AIDHB} + \alpha_2 \text{TC} + \epsilon_t$$

α_0 ; α_1 ; α_2 ce sont des paramètres du modèle

ϵ_t : le terme de l'erreur

L : représente le logarithme népérien base 10 ; du fait de l'absence de concordance entre les valeurs de différentes variables (certaines en taux, et d'autre en unité monétaire) nous avons utilisé le logarithme sur toutes les variables pour harmoniser les données.

3.3.2.1 Estimation du modèle

Dans cette étude, l'analyse économétrique est basée sur la régression multiple à travers la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Elle permet de tester certaines hypothèses portant sur la relation entre une variable dépendante RNHB (variable endogène ou variable à expliquer) et les autres variables indépendantes AIDHB, TC (exogènes, explicatives).

Notre étude sera réalisée à l'aide du logiciel SPSS qui nous donne les résultats de l'estimation du modèle. Il s'agit d'abord de voir la corrélation simple entre la variable dépendante et les variables indépendantes ensuite ressortir la corrélation bi-variée entre les différentes variables.

Une analyse des coefficients de corrélation est importante dans le but de tester la relation entre la variable dépendante et les variables indépendantes d'une part et d'autre part de tester la corrélation entre toutes les variables retenues.

Pour ce modèle nous avons obtenu à travers les calculs effectués par le logiciel SPSS, un coefficient de corrélation $r = 0,79$; cela nous montre qu'il existe une forte corrélation positive entre le RNBH, AIDHB et le TC. C'est-à-dire toute augmentation des variables indépendantes entraîne une augmentation de la variable dépendante.

En plus de ce coefficient nous avons élaboré une matrice de corrélation entre les différentes variables retenues pour voir la corrélation existante entre elles. Le tableau suivant illustre la corrélation entre les différentes variables à savoir entre le RNHB et l'AIDHB, entre le RNHB et le TC et entre AIDHB et le TC.

Tableau 5:Corrélation entre variables

variables	RNHB	AIDHB	TC
RNHB	1	0,76	0,32
AIDHB	0,76	1	0,15
TC	0,32	0,15	1

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats de SPSS

A l'issu des calculs nous avons eu des différents coefficients qui nous indique la relation entre les variables. Ainsi, le tableau ci-dessus montre que l'AIDHB est corrélée positivement au RNHB avec un coefficient de 0,76 (il existe une forte corrélation). C'est-à-dire toute action qui tend à augmenter l'AIDHB entraine une augmentation du RNHB. Quant à la corrélation entre le TC et le RNBH, elle est de 0,32; et celle de l'AIDHB et le TC est de 0,15 cela sous-entend que leurs coefficients restent faible, la relation entre le TC et l'aide n'est pas importante.

3.3.2.2 Application du modèle

D'après les relations existantes entre les variables, nous allons procéder à l'estimation du modèle afin d'étudier la significativité du modèle. Avec un nombre d'observations de 19 qui représente le nombre d'années retenues. Le tableau ci-après nous permet de faire un constat sur les résultats obtenus. Ces derniers nous permettent d'abord d'interpréter à l'aide des coefficients (valeurs prises par les différents paramètres du modèle) tout en observant le test de student afin de voir la significativité des paramètres du modèle (C'est-à-dire a un seuil de 5% si les paramètres sont valables). Ensuite, le coefficient de détermination R^2 indique la part de la variation expliquée dans la variation totale.

Le tableau suivant constitue la synthèse des résultats du modèle :

Tableau 6: Récapitulatif du modèle

Variable dépendante	Revenu national par habitant		
Nombre d'observations	19		
Variables	Coefficient des paramètres du modèle	Test de Student	significativité
Constante	0,94	2,774	0,014
AIDHB	0,99	4,657	0,000
TC	0,092	1,331	0,202
Statistique sur la qualité du modèle			
R ²	0,62		
R ² ajusté	0,57		
F-calculé	12,981	0,000	

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats du logiciel SPSS

Ce tableau met en relief les résultats de l'estimation avec les statistiques sur la qualité du modèle. Il nous indique les coefficients des différentes variables et le test de Student qui montre la significativité des variables indépendantes au seuil de 5%. Ce test s'effectue par la comparaison entre le t de student (t.s) et t-tabulé lu sur la table de student (t_{tab}). Si le $t.s > t_{tab}$ alors la variable est significative; par contre si le $t.s < t_{tab}$ la variable n'est pas significative. Il récapitule aussi les statistiques sur la qualité du modèle, nous avons le coefficient de détermination R² et le test de Fisher pour nous renseigner sur la significativité globale du modèle. La décision pour ce test s'effectue sur le même principe que le test de student (en comparant aussi F-tab au F-calculé).

Ainsi le modèle estimé s'écrit :

$$RNHB = 0,94 + 0,99AIDHB + 0,092TC$$

$$t.s : \quad (2,774) \quad (4,657) \quad (1,331)$$

$$R^2 = 0,62 \quad F = 12,981$$

3.3.2.3 Interprétation

Ce modèle global estimé nous indique la relation entre le RNHB, l'AIDHB et le TC. Nous avons constaté au seuil de 5% que la variable explicative AIDHB est significative et explique mieux notre variable dépendante (RNHB). Cela est démontré par les valeurs lues dans la table de distribution de Student ($t_{tab}=2,120$) comparé au t.s calculé (4,657) ; pourvu que $t.s > t_{tab}$ alors nous pouvons dire que la variable est significative. Par contre la variable TC n'est pas significative au seuil de 5%, car le $t.s < t_{tab}$ ($1,331 < 2,120$) et n'explique pas mieux notre variable dépendante.

Le test de Fisher nous permet de tester en groupe tous les paramètres du modèle. Pour dire que le modèle est significatif, le test de Fisher nous permet de vérifier à travers la comparaison de valeur de F-calculé à celle de F-tab. Ainsi dans notre étude, $F\text{-calculé} = 12,981 > F_{2;19}^{0,05} = 3,63$ donc notre modèle global est significatif et peut être utilisé pour des éventuelles prévisions. De ce fait, le modèle qui explique la contribution de l'AIDHB et le TC sur le revenu national par habitant, est significatif d'où il explique la contribution globale de l'aide et du TC sur la variation du revenu.

En plus de ces tests, il est important aussi de connaître la part de la variation expliquée par l'AIDHB et le TC sur la variation totale à travers le R^2 . Dans ce modèle, $R^2=0,62$ ce qui veut dire 62% de la variation du RNHB sont expliquées par l'AIDHB et le TC, et le reste soit 38% sont expliquées par d'autres variables. A cet effet, toute augmentation de 1% de l'AIDHB entraîne une variation de 0,99% du RNHB, nous pouvons dire que l'AID améliore le RNHB. Une variation de 1% du TC entraîne une variation de 0,092% du RNHB, cela veut dire que l'aide n'a pas un effet important sur le TC car l'aide n'est pas régulière, c'est pour quoi elle ne permet pas une croissance soutenue qui permettra de dégager un revenu. Elle ne se transforme pas en croissance économique car l'aide est insuffisante, et n'est pas ponctuelle.

Malgré l'effet de l'aide sur le revenu national par habitant cela ne conduit pas à une croissance économique. L'aide doit être de secours, conjoncturelle, pour permettre au pays de mettre en place des structures économiques afin de contribuer à la réduction de la pauvreté.

En somme, d'après cette étude nous sommes parvenus à établir une relation entre l'AID et le RNHB. D'après tous les tests effectués, nous avons retenu que la seule variable significative, c'est-à-dire qui explique mieux le revenu est l'AIDHB. A travers le test effectué auparavant, la significativité de l'aide est démontrée, car au seuil de 5% elle représente (0,000), c'est-à-dire inférieur au seuil critique (0,05). De plus, d'après la matrice de corrélation le lien positif existant entre l'AIDHB et le RNHB est de (0,76), nous pouvons dire que l'AID contribue à l'augmentation du revenu national par habitant, par conséquent améliore les conditions de vie de la population, donc réduit la pauvreté au Niger. Cela signifie que l'aide peut être utilisée comme un moyen pour relever le niveau de vie de la population nigérienne. Mais plusieurs efforts doivent être fournis pour que l'aide ait un effet sur le revenu, qui passe par la croissance. Sur la période 2001-2019, l'étude a permis de confirmer que l'aide au développement affecte positivement et significativement le RNHB. Par contre l'aide n'améliore pas le TC qui permet de réduire considérablement la pauvreté. Cette relation positive entre le RNHB et l'AID qu'affichent les résultats du modèle vient confirmer la position prise par certains auteurs à l'égard de l'aide quant à sa capacité de lutter contre la pauvreté dans le pays en voie de développement en général si les pays appliquent des bonnes politiques économiques et ont des institutions stables.

En effet comme le cas du Niger, l'aide a pris le chemin de l'Afrique pour de multiples raisons, l'une d'entre elles est la promotion du développement. Les pays africains comptent parmi les bénéficiaires d'aide les plus importants au monde. Beaucoup d'entre eux reçoivent un montant d'aide au développement qui équivaut à 10% de leur Produit National Brut (PNB)⁶³. L'Afrique constitue le principal bénéficiaire de l'aide. Cette situation de l'aide que présente le Niger se constate dans plusieurs autres pays africains et la problématique de l'effet de l'aide sur la pauvreté demeure incontournable. En effet d'après cette étude axée sur le Niger en comparaison avec certains pays de la sous-région de l'Afrique centrale à l'instar du Tchad ayant les mêmes caractéristiques économiques que le Niger, (pays enclavés, ayant des économies basées sur le secteur primaire, dépendant de la production de certaines ressources naturelles, et regorgent des taux de pauvreté approximatifs) nous constatons que les deux pays

⁶³ Rapport annuel Banque africaine de développement, « Perspectives économique en Afrique », 2007

présentent les mêmes situations concernant l'aide internationale au développement. Le Tchad reste parmi le pays les plus pauvres de la planète et se trouve à la 187^e place sur 189 au classement de l'IDH en 2019 calculé par le PNUD. Le pays se trouve dans les dernières places pour la plupart des indicateurs qui composent l'IDH en particulier ceux sur la santé et l'éducation de base. Le taux de chômage est aussi important et l'espérance de vie moyenne à la naissance n'est que de 49,9 ans. Avec un taux de pauvreté 46,7%⁶⁴ le Tchad continue de recevoir de l'aide au développement mais le phénomène de la pauvreté occupe une proportion importante malgré ces efforts consentis par les bailleurs de fonds. Par exemple selon la BM en 2011 le Tchad a reçu un montant total de l'aide de 471 millions de dollars. Les difficultés que rencontrent le Niger en termes de réduction de pauvreté s'étendent sur la sous-région et d'autres pays africains ayant bénéficiés des financements extérieurs car la pauvreté persiste et les pays cherchent toujours à améliorer les conditions de vie de la population.

Conclusion

En effet, le Niger est un pays avec des indicateurs économiques faibles qui prouvent la situation de pauvreté du pays. Il reçoit l'aide internationale depuis des années et cherche à réduire l'extrême pauvreté. En dépit de ces apports financiers importants, la pauvreté continue d'occuper une place importante au Niger. Ainsi, sur la base des données collectées sur le Niger, nous avons effectué une étude pour déterminer si l'aide internationale au développement a un effet positif et significatif sur le revenu national par habitant, indicateur choisi pour nous renseigner sur le niveau de la pauvreté dans le pays. Cette analyse effectuée à travers le modèle de régression multiple tout en calculant les coefficients de corrélation et en effectuant les différents tests économétriques, nous avons abouti à des résultats et des conclusions prouvant que l'aide au développement a un effet positif sur le revenu, par conséquent l'aide constitue une source de financement importante pour le Niger. Ces résultats ont montré une relation positive entre le revenu national par habitant et l'aide internationale au développement au Niger, par conséquent toute augmentation de 1% de l'AIDHB détermine une augmentation de 0,99% du RNHB. Pour ce faire, l'aide contribue positivement et significativement à l'augmentation du revenu et à l'amélioration de condition de vie de la population.

⁶⁴ Rapport « Profil de pauvreté : TCHAD » l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), 2018



CONCLUSION GENERALE

Depuis que l'aide internationale au développement existe, on s'est légitimement interrogé sur ses fondements, sa relation avec la croissance et la pauvreté. La mesure de son efficacité a fait l'objet de plusieurs études pour voir les résultats de ces apports extérieurs aux pays en voie du développement. La question relative à la capacité de l'aide à contribuer au recul de la pauvreté et à la croissance dans les économies en développement est toujours au cœur de débats de la communauté internationale. C'est en 2000 que des objectifs du millénaire pour le développement ont été fixés aux Nations unies, pour réduire l'extrême pauvreté à travers la coopération internationale.

La lutte contre la pauvreté constitue l'objectif fondamental de l'aide. Pour atteindre cette cible l'aide devrait permettre aux PED d'acquérir des financements nécessaires pour favoriser le développement économique afin de réduire l'extrême pauvreté. Telle a été notre préoccupation tout au long de ce travail, qui a porté sur le Niger.

Depuis les indépendances, le Niger comme la plupart des pays en développement reçoit des financements de source extérieure dont l'AID; mais n'a pas pu s'extraire du cercle vicieux de la pauvreté. En dépit de ces assistances financières importantes, la pauvreté continue de s'aggraver d'année en année et le pays reste parmi les plus pauvres et ce phénomène reste préoccupant. Pour élucider ce paradoxe, il est question dans cette étude de s'intéresser à la corrélation qui existe entre l'AID et la lutte contre la Pauvreté. Pour cela, il a fallu apprécier la contribution de l'aide au développement sur le RNHB qui est un indicateur permettant de saisir l'état de la pauvreté en prenant en compte les aspects monétaires de la pauvreté. C'est dans ce sens que, nous avons analysé l'apport de l'aide internationale sur le niveau de vie de la population. Pour ce faire, le modèle de régression multiple a été utilisé comme technique d'estimation, le choix s'est porté sur les MCO. Au terme de cette étude on est parvenu à établir une relation entre le RNHB, l'AIDHB, et le TC.

En effet, les différentes procédures suivies dans ce travail nous ont permis d'affirmer que l'aide au développement contribue à l'amélioration du revenu national du Niger (H1). Pour cela, le niveau de l'aide peut affecter positivement le niveau du revenu et améliorer considérablement les conditions de vie de la population nigérienne. Contrairement à la première hypothèse, nous pouvons dire que l'aide ne participe pas à l'augmentation du TC (H2) par conséquent l'aide allouée n'affecte pas la croissance économique, car elle ne garantit pas une croissance durable qui aura un effet important sur la pauvreté. Ce travail nous a aussi permis de montrer que le Niger compte en grande partie sur l'AID pour le financement de son

décollage économique qui entraînera une amélioration du revenu des couches défavorisées de la population, et l'augmentation du revenu à son tour va entraîner des progrès sur le plan social.

Ainsi, ce travail est le fruit de notre volonté d'apporter notre modeste contribution à la politique d'aide au développement au Niger. Néanmoins, ce travail présente des limites car tout travail humain n'est pas parfait. Il présente des insuffisances : l'aide internationale perçue de façon générale est complexe en termes d'analyse d'effet. Elle englobe des flux réels à savoir transferts liquides, experts internationaux, envoi de vivres, ... et fictifs (les allègements et rééchelonnements de dettes). C'est pourquoi, il est difficile d'analyser avec exactitude ses résultats. Ensuite, l'absence d'information sur les canaux réels de transmission d'aide au niveau des pays bénéficiaires. Enfin, les indicateurs de mesure de la pauvreté pour toute la population ne reflètent pas le niveau concret de la pauvreté car le RNHB est une moyenne calculée sur l'ensemble de la population qui ne prend pas en compte les inégalités sociales, donc il ne renseigne pas sur le niveau réel du revenu de toute la population.

Au regard de notre recherche, et du rôle que peut jouer l'AID au Niger, quelques recommandations sont nécessaires pour amplifier son action sur la lutte contre la pauvreté :

- ✓ L'aide doit être allouée en fonction des spécificités et des besoins de chaque pays bénéficiaire ; cela sous-entend que l'aide doit être adaptée au contexte socio-économique propre à chaque pays receveur.
- ✓ L'aide doit être ponctuelle et régulière pour promouvoir une croissance économique durable qui aura un effet conséquent sur la pauvreté.
- ✓ Le Niger doit mettre en place un observatoire de suivi et d'évaluation de l'aide pour une gestion saine et transparente.
- ✓ Un renforcement des capacités en ressources humaines des cadres en charge de la gestion de l'aide. Il est indéniable que la réussite dépend de la disponibilité financière, mais surtout aussi des ressources humaines qualifiées.
- ✓ Renforcer la lutte contre la corruption (un problème qui gangrène les PSD) pour permettre à l'aide d'être destinée aux réels bénéficiaires et aussi donner une confiance aux différents bailleurs de fonds;

- ✓ Il faut œuvrer à étendre l'horizon des donateurs afin d'augmenter le volume d'aide dans de meilleures conditions. Autrement dit élargir la coopération et les relations avec plusieurs bailleurs de fonds afin d'avoir une aide conséquente ;
- ✓ Il faut poursuivre la politique d'octroi d'aide tout en élaborant des stratégies d'octroyer de l'aide qui affectent positivement et significativement la croissance économique, notamment avec les secteurs moteurs de l'économie des pays récipiendaires. Cependant, comme aucun pays au monde ne doit rester éternellement assisté, le Niger doit mettre en place des politiques économiques qui lui permettraient d'enregistrer une croissance inclusive et durable.

Enfin, le fait que la pauvreté en Afrique sub-saharienne précisément au Niger persiste malgré l'aide internationale, pousse à aller au-delà en consacrant une nouvelle approche pour expliquer les phénomènes de la pauvreté. En s'inspirant des travaux de l'économiste du développement Esther Duflo (1972) prix Nobel de l'économie 2019, il est important de consacrer des travaux basés sur une approche expérimentale plus microéconomique et plus proche du terrain et de la population. Tels que ses travaux sur la lutte contre la pauvreté dont l'éducation (des instructions des enfants) au Kenya⁶⁵ ont permis d'évaluer concrètement les programmes de lutte contre la pauvreté. Des travaux ultérieures utilisant une telle méthode permettront de mieux saisir le phénomène avec des expériences de terrain pour comprendre réellement la pauvreté afin d'évaluer l'impact de l'aide de façon à pouvoir déterminer ce qui fonctionne ou non avant de pouvoir généraliser des conclusions.

⁶⁵ VITTORO DE Filips, « Nobel d'économie : Esther Duflo, élève contre-modèles » libération, 14 octobre 2019

ANNEXES

Annexe 1 : Données collectées sur la période d'étude (2001-2019)

années	RNHB	AIDHB millions de Dollars	taux de croissance (en pourcentage%)
2001	210	22,038	7,12
2002	210	24,267	4,75
2003	230	38,031	2,48
2004	270	41,801	0,35
2005	310	38,393	7,13
2006	340	38,316	5,82
2007	360	39,185	3,1
2008	420	40,355	7,77
2009	450	29,706	1,85
2010	480	45,03	8,42
2011	480	37,667	2,36
2012	520	50,078	10,6
2013	540	43,087	5,56
2014	550	47,701	6,56
2015	520	43,46	4,36
2016	500	45,817	5,68
2017	490	56,618	4,99
2018	540	53,305	7
2019	560	55,279	5,82

Source : Données collectées à partir de différentes sources (BM, OCDE, INS)

Annexe 2 : résultat de la corrélation, entre variables

Corrélations

	RNHB	APDHB	TC
	1	,759**	,319
RNHB			
Corrélation de Pearson			
Sig. (bilatérale)		,000	,183
N	19	19	19
APDHB	,759**	1	,153
Corrélation de Pearson			
Sig. (bilatérale)	,000		,532
N	19	19	19
TC	,319	,153	1
Corrélation de Pearson			
Sig. (bilatérale)	,183	,532	
N	19	19	19

** . La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

Annexe 3 : résultats de l'estimation

Coefficients

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.	95,0% % intervalles de confiance pour B	
	A	Erreur standard	Bêta			Borne inférieure	Limite supérieure
1 (Constant)	,943	,340		2,774	,014	,222	1,664
APDHB	,995	,214	,727	4,657	,000	,542	1,448
TC	,092	,069	,208	1,331	,202	-,055	,240

a. Variable dépendante : RNHB

Annexe 4 : Récapitulatif des modèles

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté
1	,787 ^a	0,619	0,571

Annexe 5 : Résultats économétriques

Erreur standard de l'estimation	Changement dans les statistiques				
	Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F
0,09768	0,619	12,981	2	16	0

a. Valeurs prédites : (constantes), TC, APDHB

b. Variable dépendante : RNHB

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- AURELIEN Lechevallier et al « Mieux gérer la mondialisation ? L'aide publique au développement » Edition Ellipses, Paris, 2007
- AZOULAY Gerard, « les théories du développement », PUR, Paris, 2005
- BEITONE Alain et al « Dictionnaire de Science économique 3^e Edition » Editions Mehdi, 2013
- CAPUL Jean-Yves et GARNIER Olivier « *dictionnaire d'économie et de sciences sociales* » Hatier, Paris, 2016.
- CECILE Van Den Avenne « savoir rédiger » Edition Studyrama, Paris, 2009
- DAHAK Abdennour et KARA Rabah « le mémoire de master : du choix du sujet à la soutenance » Editions EL-AMEL, Tizi-Ouzou, 2015
- DUBRANA Jean-Pierre « Sos rédaction : 40 fiches de méthodologie de conseils et entraînement pour apprendre à rédiger pas à pas » Edition Ellipses, Paris, 2010
- EUGENE Nyambal « Afrique : les voies de la prospérité, dix clés pour sortir de la pauvreté » Edition l'Harmattan, Paris, 2008
- GILLES Ferréol et PHILIPPE Deubel « Méthodologie de sciences sociales » Edition Armand Colin, Paris, 1993
- HENRY De Cazott « Chercher L'accord Sur L'aide publique au développement » AFD, Paris, 2017
- HIRSCHMAN. A « *La stratégie du développement économique* », Editions ouvrières, Paris, 1964
- HUGON Philippe « *Afriques, entre puissances et vulnérabilité* » Dunod, Paris, 2016.
- JEAN-JACQUES Gabas « *NORD-SUD : l'impossible coopération ?* » Edition Presses de sciences PO, Paris ,2002
- JEAN-MARC Bèche, « *L'aide alimentaire* », Syros, Paris, 1984
- KANWENDA Mbaya « la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » Edition Economica, Paris, 1999
- MICHEL Drouin « le financement du développement » Edition Armand Colin, Paris, 1998
- MONTOUSSE Marc « *Théories économiques* », Breal, Paris, 2002.

- NURKSE « *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développé* », Cujas, Paris, 1968
- OLIVIER Charnoz et JEAN- MICHEL Severino « l'aide publique au développement » Edition la Découverte, Paris, 2007
- OLIVIER Guillaume « L'aide publique au développement : Un outil à réinventer » Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2004
- P. FRANÇOIS « *L'économie du vingtième siècle* », PUF, Paris, 1961
- PIERRE Jacquet, « Afrique contemporaine », Edition DE Boeck University, Bruxelles, 2005
- REGIS Bourbonnais « Économétrie » Edition DUNOD, Paris, 2015
- RIST.G « *Le développement : une histoire d'une croyance occidentale* », Presse de Science Po, Paris, 1996
- Rousselet Micheline « Les Tiers monde » Ed. Le Monde, Paris, 1994
- SILEM Ahmed et ANTOINE Gentier « LEXIQUE d'Economie 15^e édition » Edition DALLOZ, Paris, 2018
- SYLVIE Brunel « la coopération NORD-SUD » Edition Presses Universitaires de France, Paris, 1997
- SYLVIE Brunel, « Le Sud dans la nouvelle économie », PUF, Paris, 1994
- W.ROSTOW « *les étapes de la croissance économique* », le seuil, Paris, 1970

Thèses et mémoires

- AMEWOA Agbessi Komla, « l'aide au développement aide-t-elle Le développement Le Cas De l'Afrique Sub-Saharienne », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Limoges, Présentée et soutenue publiquement le 29 avril 2008
- CUÉ RIO Miriam « une approche de l'aide publique au développement par le biais de ses objectifs chiffrés : examen de la définition des objectifs comme facteur explicatif de leur non réalisation » Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Versailles SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, Présentée et soutenue publiquement le 16 octobre 2013
- DIALLO Alpha Ibrahima « Les problèmes liés à l'aide publique au développement en Guinée » Mémoire master, Université Paris I L'ENA Panthéon Sorbonne École Nationale D'administration, année universitaire 2017/2018 ;

- KORACHAIS Catherine « Contribution de l'aide publique au développement à l'amélioration de la santé dans les pays en développement » Thèse de doctorat en sciences économiques, Université d'Auvergne Clermont-Ferrand 1, Présentée et soutenue publiquement le 9 Avril 2010;
- MAHAMANE Yahya « l'impact de l'aide publique au développement sur les politiques publiques des pays de l'Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat en droit, université J.M Lyon 3, Présentée et soutenue publiquement le 27 septembre 2010;

Rapports et articles

- AFD « mieux comprendre l'aide au développement », 2016
- Banque africaine de développement (2007), Perspectives économique en Afrique, Rapport annuel
- Barthelemy BIAO « Analyse des effets de l'instabilité de l'aide publique au développement (APD) sur la croissance économique dans les pays africains » *African Development Review*, Vol. 29, No. 3, 2017
- BURNSIDE C. et DOLLAR D., (2000), « Aid, Policy and Growth », *American Economic Review*, 90 (4), 847-868
- CHAVAGNEUX Christian « Quel Avenir Pour L'aide Au Développement ? » *cairn info*, 2005, n° 28
- CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François « la banque mondiale et la lutte contre la pauvreté : tout changer pour que tout reste pareil ? », *Cairn info*, 2002
- COLLIER P., DOLLAR D. (2002), « Aid allocation and poverty reduction », *European Economic Review*, 46, 2002, 1475-150
- COUDERT Benjamin « de l'aide au financement du développement » *cairn info*, 2014, n°117
- Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté du Niger « deuxième rapport de mise en œuvre », version validée, 2003 /2004 ;
- *Le Rapport annuel de PAM*, 2018
- le rapport de l'INS Niger, 1998
- Le rapport OMD, Nations Unis, 2015
- OCDE, CAD 2018

- OLIVIER Charnoz et JEAN- MICHEL Severino « L'aide publique au développement », cairn info, 2007
- PDES Niger 2012/2015
- PDES Niger, 2000
- PNUD, « *Rapport Mondial sur la pauvreté* », Economica, Paris, 2006
- RAFFINOT Marc « Dambisa Moyo, L'aide Fatale. Les Ravages D'une Aide Inutile Et De Nouvelles Solutions Pour L'Afrique » cairn info, 2009/4 n° 232
- RAPPORT ANNUEL Banque Mondiale « Mettre fin à la pauvreté, investir dans les opportunités » 2019
- Rapport de la BM « assesing aid », 1998
- Rapport du ministère de l'économie et de finance du Niger 2018
- Rapport du ministère de l'économie et de finance Niger, 2018
- Rapport OMD, 2011
- RGP/H 2001, Résultats définitifs des principaux indicateurs statistiques de la population du Niger en 2001, Décembre 2004
- TOUSSAINT Eric « A qui profite réellement l'Aide Publique au Développement ? » 2004 consultable sur www.cadtm.org

Cours

- Cours de Mr MESSOUDI sur les théories et modèles de développement, première année master Economie du développement, à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Année universitaire 2018/2019
- Cours de Monsieur AIT TALEB Abdelhamid en économétrie troisième année Economie Quantitative, à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou 2017-2018
- Cours de Monsieur Mouloud FEKHAR sur les méthodes d'évaluation des politiques publiques, deuxième année master Economie du développement, à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Année universitaire 2019/2020

Sites

Banque Mondiale : www.worldbank.org

OCDE : www.oecd.org

Site officiel de l'INS Niger : www.stat-niger.org

Site officiel du PNUD Niger : www.ne.undp.org

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENT	2
DEDICACE	3
Sigles et Abréviation	4
Liste des graphiques, figures et tableaux	6
Sommaire	7
Résumé :	9
INTRODUCTION GENERALE	11
Chapitre 1: FONDEMENTS THEORIQUES DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT	16
Section 1: Aspect conceptuel de l'aide : historique et définition	17
1.1.1 Historique	17
1.1.2 Définition.....	20
1.1.3 Types d'aide	24
Section 2: Origines institutionnelles de l'aide au développement.....	25
1.2.1 Institutions d'octroi d'aide	25
1.2.1.1 Bailleurs de fonds bilatéraux	25
1.2.1.2 Bailleurs de fonds multilatéraux.....	28
1.2.2 Les pays bénéficiaires.....	32
Section 3: Les déterminants de l'allocation de l'aide.....	34
1.3.1 Motivations de l'aide internationale	34
1.3.2 Conditionnalités de l'aide internationale au développement.....	40
Conclusion	42

Chapitre 2: ANALYSE DE LA RELATION THEORIQUE ENTRE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT ET LA PAUVRETE..... 43

Section 1: Les modèles explicatifs de l'aide 44

 2.1.1 Théorie des étapes de la croissance de Rostow 45

 2.1.2 La croissance équilibrée de Nurkse et Rodon 46

 2.1.3 Modèle de la croissance déséquilibrée 48

Section 2: Aide et lutte contre la pauvreté..... 50

 2.2.1 Relation entre l'aide, la croissance et la pauvreté 50

 2.2.1.1 Rapport aide et la croissance 50

 2.2.1.2 Effet de l'aide sur la réduction de la pauvreté 51

 2.2.2 Objectifs du Millénaire pour le Développement 55

 2.2.2.1 Contexte des OMD 55

 2.2.2.2 Les huit objectifs 56

Section 3: Revue littéraire sur l'efficacité de l'aide 60

 2.3.1 Efficacité de l'aide au développement 60

 2.3.2 Analyse de Burnside et Dollar 61

 2.3.3 Analyse de Collier et Dollar 62

Conclusion 63

Chapitre 3: ANALYSE EMPIRIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT : CAS DU NIGER 65

Section 1: Présentation générale du Niger..... 66

 3.1.1 Cadre général 66

 3.1.2 Situation économique 68

Section 2: Contexte de l'aide au Niger..... 71

 3.2.1 Evolution de l'aide 71

 3.2.2 Importance de l'aide 73

Section 3: Etude empirique 76

3.3.1 Présentation du modèle.....	76
3.3.1.1 Sources de données et période d'étude	77
3.3.1.2 Choix des variables.....	79
3.3.2 Spécification du Modèle.....	79
3.3.2.1 Estimation du modèle	80
3.3.2.2 Application du modèle	81
3.3.2.3 Interprétation	83
Conclusion	85
CONCLUSION GENERALE.....	86
ANNEXES	90
BIBLIOGRAPHIE	95
TABLE DES MATIERES	100